LE TRUMPISME SURVIVRA-T-IL A DONALD TRUMP ?

LE BILAN DU TRUMPISME APRES 10 ANS D'EXISTENCE

Par **Sean Scull,** Expert des Etats-Unis au Millénaire



AVANT-PROPOS

"*Everything I've done, virtually, has been a tremendous success*[1]."

Ces mots ont été prononcés par Donald Trump lors d'un débat de la primaire du Parti républicain en 2015 pour l'élection présidentielle américaine de 2016, et force est de constater que Trump incarne le succès, puisque 10 ans plus tard, il est le président des États-Unis d'Amérique pour la deuxième fois en ayant éliminé toute concurrence au sein de son propre parti, mais également auprès des Démocrates en infligeant une défaite à Kamala Harris à la présidentielle de 2024. Puis, pas plus tard que le 4 juillet, jour du 249e anniversaire de la création des États-Unis d'Amérique, il a signé le texte de sa loi budgétaire, le "***One Big Beautiful Bill***", qui, au préalable, avait été adopté par le Sénat et la Chambre des représentants, au grand malheur des Démocrates qui n'ont pu opposer qu'une maigre résistance. Ce sont ces mêmes *Dems* qui, en 2016, snobaient Donald Trump et son électorat en les percevant comme des populistes incultes, comme en témoignent les mots de Hillary Clinton : « *Vous savez, pour être grossièrement généraliste, vous pourriez mettre la moitié des partisans de Trump dans ce que j'appelle le panier des déplorables*[2]… »

Trump, on l'aime ou on ne l'aime pas, mais une chose est sûre, et c'est que le milliardaire républicain ne laisse pas indifférent tant sur le plan de sa personnalité que de sa politique. Tel Abraham Lincoln, Franklin Delano Roosevelt ou Ronald Reagan en leur temps, **Trump s'est donné pour mission de changer le visage de l'Amérique en réarmant le pays afin de pouvoir faire face aux défis du XXIe siècle**. Ainsi, il nous est paru pertinent de prendre du recul pour comprendre ce qui caractérise la ligne politique, mais également le style politique de Donald Trump. C'est la raison pour

[1] "Tout ce que j'ai fait a, virtuellement, été un énorme succès.". Politico Magazine. (2016). The 155 Craziest Things Trump Said This Election.
[2] "You know, to just be grossly generalistic, you could put half of Trump's supporters into what I call the basket of deplorables".
Reilly, K. (2016, 10 septembre). Read Hillary Clinton's 'Basket of Deplorables' Remarks About Donald Trump Supporters. TIME.

laquelle l'objectif de ce rapport est de poser un premier bilan des dix années d'existence politique du magnat de l'immobilier alors que tout laissait penser qu'il était relégué au rang de "*has been*" à la suite de sa défaite à la présidentielle de 2020. Les problématiques que nous allons poser dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

- **De quoi le trumpisme est-il le symptôme et qu'est-ce qui explique sa longévité ?**
- **Quel est son bilan après 10 ans d'existence ?**
- **Le trumpisme incarne-t-il une parenthèse ou une véritable révolution américaine ? Surtout, est-ce que le trumpisme peut réellement survivre à Donald Trump ?**

Pour répondre à ces questions, dans un premier temps, **nous verrons que les racines du trumpisme naissent d'une agglomération de révoltes**. Dans une seconde partie, nous analyserons **comment le trumpisme répond à cette agglomération de révoltes par une ambition de rendre sa grandeur aux États-Unis d'Amérique et aux Américains.** Dans une troisième partie, nous poserons **le bilan d'une décennie de trumpisme**. Enfin, dans une quatrième partie, nous verrons **en quoi ce courant politique est une parenthèse ou une révolution politique durable.**

Dans un souci de clarté méthodologique, précisons que, bien qu'il soit encore tôt pour dire définitivement si le trumpisme est une parenthèse ou une révolution, il est clair qu'il a eu un impact significatif sur la politique américaine et c'est cela que nous ambitionnons d'analyser. Nous sommes conscients que son héritage dépendra en grande partie de la manière dont les forces politiques et sociales aux États-Unis évolueront dans les années à venir à la suite de son départ en 2028.

AVANT-PROPOS 2

Le trumpisme nait sur une agglomeration de revoltes 5

La mondialisation néolibérale depuis les années 1980 : un déclassement économique du pays, des classes moyennes et populaires 5

Le cri de l'Amérique profonde : les Américains se sentent dépossédés de leur propre pays 12

La peur d'une Amérique qui perd son rang 22

L'échec de la politique des démocrates avec le rejet d'Obama et de Biden 30

Le Trumpisme répond à ces agglomérations de luttes : pour rendre sa grandeur aux Américains 40

La recette du succès trumpiste 40

La nouvelle idéologie du Parti républicain ? 47

Rendre sa grandeur à l'Amérique par le protectionnisme et la guerre commerciale 51

Le bilan d'une décennie de trumpisme 53

Le bilan en politique intérieure 54

Le bilan en politique extérieure 67

Le trumpisme : courant politique ou parenthèse ? 76

Une révolution sur le fond et sur la forme 76

Une révolution mondiale symbolisée par la 2NDE révolution national-conservatrice 79

2028 : l'avenir du trumpisme sans Trump 84

CONCLUSION 88

LE TRUMPISME NAIT SUR UNE AGGLOMERATION DE REVOLTES

LA MONDIALISATION NEOLIBERALE DEPUIS LES ANNEES 1980 : UN DECLASSEMENT ECONOMIQUE DU PAYS, DES CLASSES MOYENNES ET POPULAIRES

“The age of neoliberalism is ending in America. What will replace it?”.

Cette citation était le titre de la tribune de l’historien américain Gary Gerstle en 2021 dans laquelle il analysait les conséquences sur le long terme de la première administration Trump qui marquait selon lui la fin de 40 ans de néolibéralisme. De prime abord il est impératif de se poser la question : **qu’est-ce que le néolibéralisme ?**

Le néolibéralisme est une théorie politico-économique qui est née en réponse à l’échec du socialisme keynésien à la fin des années 1970. Nous en dressions déjà les origines dans le rapport du Millénaire « La révolution Trump 2.0 ».

Le cycle néolibéral, commencé avec la révolution conservatrice des années 1980, née de la volonté de réduire les interventions des États dans la sphère économique et sociale. Il est inauguré par l’arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis, et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Alors que les économies occidentales sont touchées par une inflation forte et un chômage élevé à la suite des deux chocs pétroliers (1973 et 1979), les idées keynésiennes qui ont marqué la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale ne font guère l’unanimité.

En effet, les pays industrialisés sortent des 30 glorieuses et leur croissance est très dépendante du pétrole. À titre d’exemple, **l’Arabie saoudite fournissait 21 % de la production**

mondiale brute et a imposé des embargos d'exportation vers les États-Unis, ce qui a mené à un effondrement de la croissance et une explosion du chômage[3]. Puis cette crise des années 1970 choc l'opinion public occidentale qui n'avait pas connu de crise économique comparable depuis les années 1930. Pour résoudre cette crise et dans une phrase restée célèbre, Reagan affirme lors de son investiture que « *le gouvernement n'est pas une solution, il est le problème* ». Convaincu par les thèses de Milton Friedman et Friedrich Hayek, il va alors opérer une importante dérégulation de l'économie, en cantonnant l'État à un rôle de protecteur du marché (garantissant la concurrence libre et non faussée), et de garant de la propriété privée.

Cette pensée néolibérale va donner naissance **au consensus de Washington**, qui donne corps à cette nouvelle philosophie économique et qui va guider la conduite des politiques monétaire et budgétaires dans la plupart des pays occidentaux jusqu'à la crise de 2008. Cette philosophie économique a été théorisée par les 10 recommandations de John Williamson en 1989.

On y trouve d'abord **une opposition frontale au déficit budgétaire**, accusé de n'offrir qu'une croissance à court terme et de peser sur les générations futures. Il est donc réduit à un rôle de stabilisation ponctuelle. La dépense publique devrait se limiter à des secteurs clefs, indispensables à la croissance et au soutien des plus faibles. Pour ne pas pénaliser l'économie, **les impôts doivent avoir des taux marginaux les plus faibles possibles en compensant par une assiette plus large.** Les taux d'intérêt ne sont pas un outil stratégique mais seulement de régulation, ils doivent varier en réponse au marché. Mais c'est surtout sur le plan du commerce que le consensus de Washington va transformer notre monde en profondeur. Il prône un libre-échange qui est le seul horizon que le jeune lecteur aura connu. Censé favoriser la compétition et la croissance, le commerce international doit être limité par le plus faible nombre possible de règles, les capitaux doivent

[3] Le Gouvernement. Les chocs pétroliers. https://www.economie.gouv.fr/facileco/culture-economique/120-000-ans-dhistoire/les-chocs-petroliers

circuler librement, les entreprises doivent être privées et le monde aussi financiarisé que possible.

Les dix recommandations de John Williamson (1989)

Discipline budgétaire stricte (équilibre des dépenses et des recettes)
Réorientation de la dépense publique (vers des secteurs de forts retours économiques sur investissement, diminution des inégalités de revenu)
Réforme fiscale (élargissement de l'assiette fiscale, diminution des taux marginaux)
Stabilité monétaire (inflation faible, réduction des déficits du marché, contrôle des réserves d'argent)
Adoption d'un taux de change unique et compétitif
Libéralisation du commerce extérieur
Élimination des barrières à l'investissement direct étranger
Privatisation des entreprises publiques (pour une meilleure efficacité et pour réduire l'endettement)
Déréglementation des marchés (fin des barrières à l'entrée ou à la sortie)
Prise en compte des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle et les brevets)[4]

Toutefois, le néolibéralisme aura sans contestation possible globalement élevé le niveau de vie des populations dans le monde. **Le PIB mondial a été multiplié par 4 entre 1980 et 2020 alors que la population mondiale a été multipliée par 2.** La richesse par habitant a donc doublé en moyenne. Jamais dans l'histoire humaine, la pauvreté et les famines n'auront été aussi basses, en proportion de la population mondiale.

Mais la mondialisation aura aussi participé à **un déracinement des individus, comme le démontrent la révolte des Gilets jaunes ou d'autres manifestations des classes moyennes dans le monde entier, en particulier dans le monde occidental (France, Espagne, Royaume-Uni, Italie, Etats-Unis, etc.)**. Les révoltes s'expliquent par un tassement du

[4] École normale supérieure de Lyon. Consensus de Washington — Géoconfluences. 2002.

niveau de vie et une aggravation des inégalités, comme l'a souligné Christine Lagarde dans un entretien aux Échos.

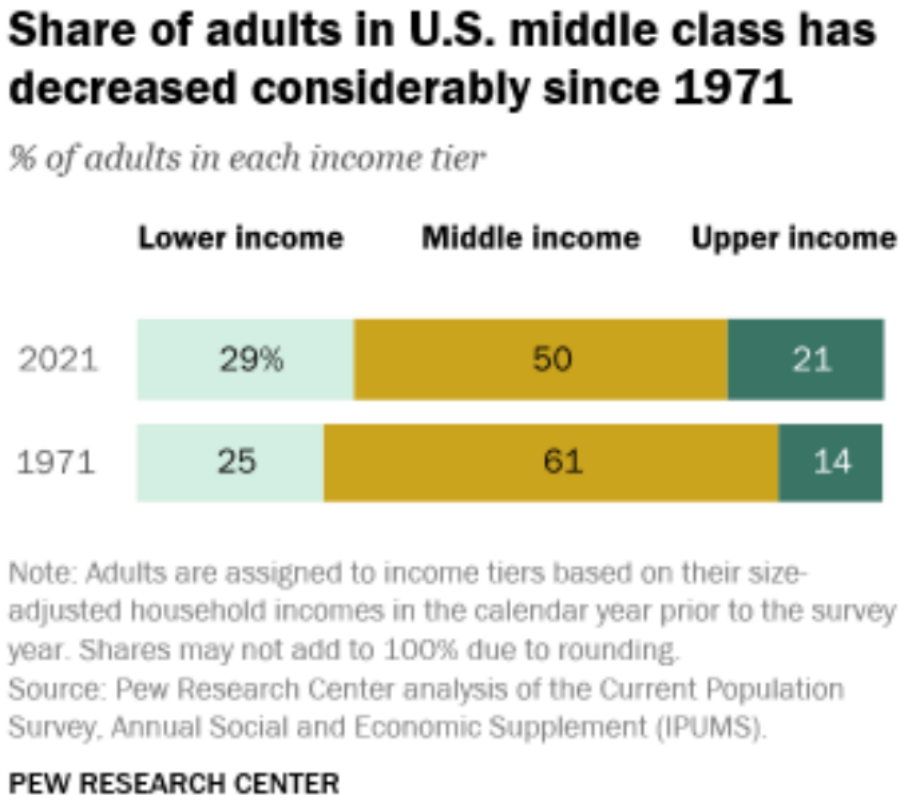
Sur le plan immatériel, on **peut définir le néolibéralisme comme une perte de repères, qui sont ceux qui fondent la place de l'individu dans la collectivité à laquelle il appartient**. La gestion publique associée à cette mutation néolibérale, le « *New Public Management* », a conduit les États à adopter une logique d'entreprise plaçant la question financière au centre de toute décision politique. Cette évolution a vidé de son sens l'appartenance à la nation, faisant de l'homme un concept universel et interchangeable. Cet effacement s'est étendu aux États, qui, surpassés par la rationalité des marchés, se sont retirés de leurs grands engagements, comme la protection des individus ou l'égalité. C'est ce que dénonce Pierre Bourdieu dans « Le Monde diplomatique" en 1998. Il accuse le néolibéralisme d'incarner un « ***programme de destruction des collectivités capables de faire obstacle à la logique du marché pur***[5]. ».

En effet, le néolibéralisme est critiqué pour sa dimension réductrice de la réalité de la vie dans la mesure où elle perçoit l'homme comme un agent économique dont l'unique but dans la vie est de produire et consommer. Il s'agit d'une rationalité individuelle poussée à son extrême et qui fait abstraction des structures économiques et sociales qui conditionnent la performance économique d'un individu et donc son existence. En d'autres termes, c'est la vision de l'homme comme étant un atome interchangeable sans sensibilité historique, morale, culturelle ou spirituelle. Pour en revenir à la citation de Pierre Bourdieu, puisque le néolibéralisme perçoit la société par le prisme d'une rationalité individuelle, il a pour vocation de détruire toute idée de collectivité qui serait un frein au marché pur et parfait. Pour n'en nommer que quelques-uns, il s'agit de la destruction des collectifs de défense des droits des travailleurs, des syndicats, des associations, des coopératives et même de la famille. Par exemple, en 1981, après seulement quelques mois à la Maison Blanche, Ronald Reagan

[5] Bourdieu, P. (1998). L'essence du néolibéralisme. Le Monde Diplomatique.

licencie 11 000 contrôleurs aériens en réponse à une grève que la profession menait depuis 2 jours et qui paralysait le pays[6].

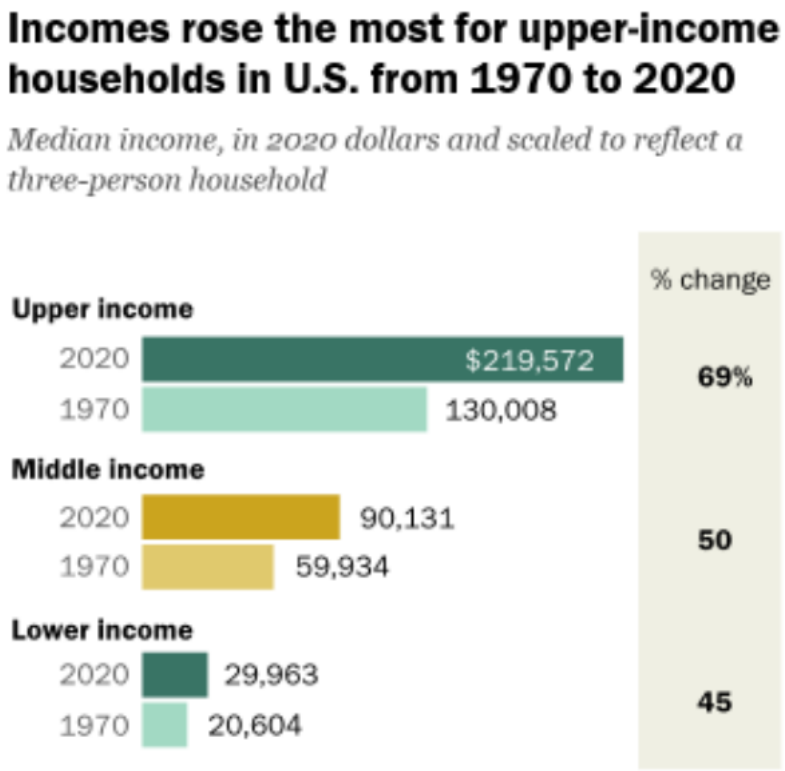
Au-delà de la destruction des collectivités, le néolibéralisme a donné naissance à la mondialisation heureuse avec l'internationalisation des marchés financiers, des services et des capitaux qui bénéficie à une minorité de la population, et c'est de cette forte disparité économique que naît un sentiment de déclassement économique des classes populaires et moyennes. Le *Pew Research Center* rapporte que la classe moyenne américaine s'est considérablement amoindrie. C'est ce qu'on appelle le phénomène de **démoyennisation de la société**, c'est-à-dire une accentuation de la concentration de richesses au niveau des classes les plus aisées et une concentration de la pauvreté dans les déciles inférieurs. **Elle est passée de 61 % en 1971 à 50 % en 2021** :



Source : Pew Research Center

[6] Fainsilber, D. 1981 - Quand Reagan licenciait 11.000 contrôleurs aériens. Les Echos, 1981.

Ce rétrécissement de la classe moyenne s'est accompagné **d'une augmentation de la proportion d'adultes dans la tranche supérieure des revenus de 14 % en 1971 à 21 % en 2021 ainsi que d'une augmentation de la proportion de ceux qui se trouvent dans la tranche inférieure des revenus, de 25 % à 29 %.** Le *Pew Research Center* souligne également l'inégalité dans l'augmentation des revenus, avec un revenu médian des ménages de la classe moyenne en 2020 qui était supérieur de 50 % à celui de 1970 (**90 131 dollars contre 59 934 dollars**). À titre de comparaison, le revenu médian des ménages à faible revenu a augmenté plus lentement que celui des ménages de la classe moyenne, passant de 20 604 dollars en 1970 à 29 963 dollars en 2020, soit une hausse de 45 %. Enfin, la hausse des revenus entre 1970 et 2020 a été la plus forte pour les ménages à revenus élevés. **Leur revenu médian a augmenté de 69 % au cours de cette période, passant de 130 008 $ à 219 572 $.** On note bien une augmentation inégalitaire des revenus des ménages américains[7] :



Source: Pew Research Center

[7] Blazina, C. (2025, 24 avril). How the American middle class has changed in the past five decades. Pew Research Center.

C'est de cet enrichissement inégalitaire de la mondialisation néolibérale qu'est né le surnom péjoratif « **des 1 pourcent** », désignant l'élite économique en référence au 1 pourcent des personnes les plus riches de la planète. Logiquement, le slogan politique du « **Nous sommes les 99%** » fait lui référence aux inégalités de revenus de richesse aux Etats-Unis. Ce slogan avait notamment été repris lors du "*Occupy movement*" de 2011. Ainsi au début des années 2010 naît une contestation d'une offre politique démocrate et républicaine qui serait trop homogène car alignée sur le consensus de Washington et donc sur le néolibéralisme.

Cette critique serait comparable à celle du Front national (aujourd'hui Rassemblement National) en France vis-à-vis des deux partis de gouvernement que sont l'UMP et le PS en les surnommant péjorativement « le système UMPS ». En référence à une alternance au pouvoir mais sans alternance idéologique qui suit.

C'est une homogénéité idéologique dont Trump a voulu se démarquer, notamment **en surnommant les Républicains qui n'étaient pas MAGA de Républicains RINO (*Republicans in name only*).** Nous allons approfondir ce décalage entre l'élite politique favorable au consensus de Washington et le peuple américain dans les prochains paragraphes.

LE CRI DE L'AMERIQUE PROFONDE : LES AMERICAINS SE SENTENT DEPOSSEDES DE LEUR PROPRE PAYS

Nous abordions déjà l'analyse des conséquences des politiques néolibérales qui ont mené à un sentiment que les peuples occidentaux soient dépossédés de leur pays dans le rapport « La révolution Trump 2.0 ». Deux crises majeures vont faire prendre conscience au monde de la limite du système néolibéral. Ambassadeur de ce système, **en 2008, les Etats-Unis disposent du troisième taux de prélèvements obligatoires des 34 pays de l'OCDE, à hauteur de 25,1% contre 36,3% pour la moyenne de l'OCDE**[8].

La crise de 2008 sera un profond bouleversement car **elle démontre à la fois les fragilités d'un système financier en manque de régulation et une nécessaire intervention des États dans l'économie de marché**. Ce sauvetage de l'économie va engendrer un coût qui va être pris en charge en partie par une augmentation de la dette publique mais également des mesures d'austérité budgétaire, notamment au sein de la zone euro. Alors que la crise de 2008 conduit à une augmentation de la demande de protection, les dirigeants des pays occidentaux ont poursuivi des politiques publiques néolibérales. Cette erreur d'interprétation de l'importance de la crise financière a conduit en partie au Brexit et à l'élection de Donald Trump en 2016. La crise du coronavirus sonne le glas d'une ère néolibérale ouverte dans les années 1980 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

La naissance du mouvement du Tea Party en 2011 et la réaffirmation du fait religieux vont être un autre signe marquant la fin de l'ère néolibérale et de la mondialisation heureuse. Le début du mouvement du Tea Party a vu le jour en 2009 à la suite de l'élection de Barack Obama. Le mouvement s'oppose aux politiques progressistes du premier président afro-américain, notamment sur **l'*Affordable Care Act*** (une loi visant à rendre le prix des soins abordables) mais aussi à l'explosion des dépenses publiques qui

[8] Conseil des prélèvements obligatoires. (2008). *Synthèse du rapport – Comparaison des taux de prélèvements obligatoires entre pays développés* (mars 2008). Cour des comptes.

augmentent le déficit public. D'obédience conservatrice et républicaine, **le Tea Party reproche à Obama une politique anti-business et de « socialisme ».** Ce dernier terme étant perçu par les conservateurs comme une véritable attitude anti-américaine et une insulte à l'encontre de leurs adversaires politiques. En outre, le mouvement se démarque par son dévouement à la Constitution des États-Unis et à un idéal américain dont les structures économiques, culturelles et politiques doivent être préservées.

L'objectif du Tea Party étant également de renouveler la classe politique et de redonner **un nouveau souffle à un conservatisme établi en le rendant davantage militant afin de démonter « la machine sécullariste-socialiste » pour laisser place à des « solutions américaines ».** Plusieurs personnalités politiques au pouvoir aujourd'hui ont émergé à l'époque du Tea Party, dont l'actuel secrétaire d'État Marco Rubio. Il est élu en 2010 sénateur de Floride sur une ligne anti-establishment et la réduction des dépenses publiques[9]. Aujourd'hui c'est surtout Donald Trump qui incarne l'héritage du mouvement du Tea Party tant dans le fond que dans la forme. En effet, **les *meeting* MAGA replongent les Américains à l'époque du Tea Party avec ses manifestations en pleine rue**. Mais aussi à travers l'offensive idéologique où on retrouve les thèmes chers au Tea Party de réduction de la dette, réduction de la dépense publique, réduction des taxes et mise en avant des valeurs américaines[10].

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir s'explique par le réveil d'une Amérique profonde et principalement rurale qui se révolte contre une société dans laquelle elle se sent exclue. On se souvient qu'en 2016 l'électorat rural était acquis au candidat Trump et sa victoire s'explique par sa capacité à avoir fait basculer la "*Rust Belt*" que sont ces États du Midwest qui ont souffert de la délocalisation des usines vers l'Asie de l'Est et le Mexique. A son opposé se trouvait à l'époque Hillary Clinton qui était rejetée car elle incarnait l'Amérique des élites qui avait négocié l'accord de libre-échange *NAFTA* (ALENA en français), responsable des

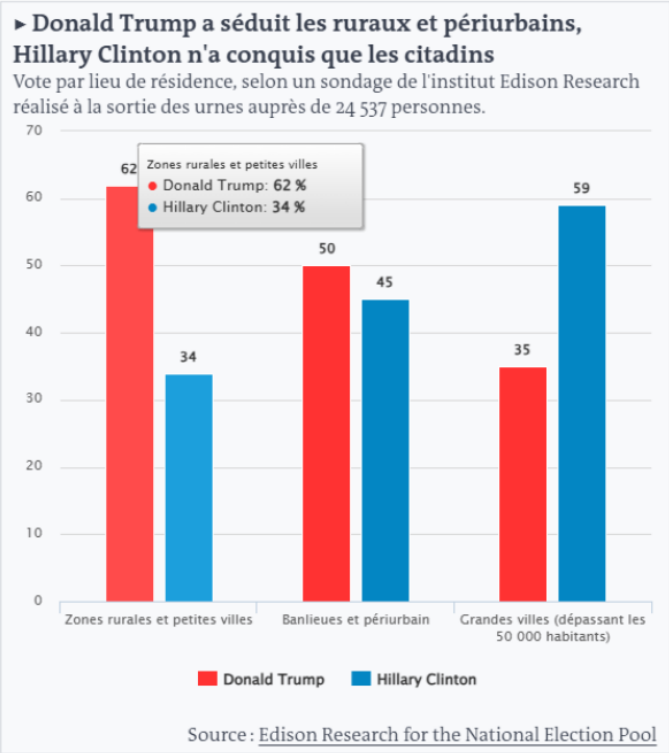
[9] *Comprendre le tea party - Fondapol*. (2021, 17 février). Fondapol.
[10] Ibid.

délocalisations. C'était son mari Bill Clinton qui, en tant que président des États-Unis, promulguait le *NAFTA*, le 8 décembre 1993[11]. Il est estimé que cet accord a coïncidé avec **une baisse de 26 % de l'activité manufacturière aux États-Unis, passant de 16,8 millions d'emplois à la fin de 1993 à 12,4 millions à la fin de 2016**[12].

La forte popularité de Donald Trump dans les zones rurales du pays s'explique aussi par **une vision figée de l'identité américaine**, **plus traditionaliste et moins compatible à la vie multiculturelle des métropoles.** Ce sont deux visions de l'Amérique qui se font concurrence. Celle de la ruralité où on roule en tracteur, on écoute de la country et on porte une arme. Puis, il y a l'Amérique des villes où on travaille dans les bureaux, on voyage et on évolue dans un quotidien multiculturel. Pour la ruralité américaine ce style de vie métropolitain est perçu comme déconnecté de la réalité[13]. **L'actuel vice-Président J.D. Vance est l'illustration par excellence de cette Amérique rurale.** Il est né dans une famille pauvre à Middletown, dans l'Ohio de la Rust Belt. Vance a grandi autour de cette classe ouvrière blanche, conservatrice et religieuse, désillusionnée par le déclin industriel[14].

Le graphique ci-dessous illustre bien ce fossé qui s'est créé entre les Républicains et les Démocrates dans l'Amérique rurale. En 2016, **Donald Trump réunit 63% des votes dans les zones rurales et les petites villes**.

[11] Durand, A. (2016, 10 novembre). Urbain-rural, blanc-minorité, jeune-vieux : les lignes de fracture du vote américain. *Le Monde.fr*.
[12] Floyd, D. (2025, 27 janvier). *How Did NAFTA Affect the Economies of Participating Countries ?* Investopedia.
[13] Public Affairs Council. (2024, 12 mars). *Rural Americans vs. Urban Americans*.
[14] Snégaroff, T. (2025, 12 mars). J. D. Vance, la revanche d'une Amérique qui fait trembler le monde. *France Inter*.



Source: Edison Research for the National Election Pool

Cette véritable débâcle démocrate en milieu rural s'explique par une tendance à la baisse depuis l'époque de Bill Clinton qui s'est prolongée jusqu'à l'élection de Biden. C'est que les Américains blancs et sans diplôme qui ne sont pas représentés dans la coalition et la vision des démocrates. Comme en témoignent les chiffres ci-dessous:



Source : MSNBC

Les démocrates n'ont pas seulement perdu le soutien des électeurs ruraux, **ils ont plus globalement perdu le soutien de la classe ouvrière et des minorités.** Le tableau ci-dessous illustre un recul dans tous les électorats depuis 2012, sauf auprès des diplômés[15].

Changes in Democratic support by race and education, 2012 to 2024

Demographic	Change (2012 to 2024)
All voters	−3%
All non-college-educated voters	−6%
All college-educated voters	+2%
Non-college-educated white voters	−4%
College-educated white voters	+4%
Non-college-educated Black voters	−11%
College-educated Black voters	−11%
Non-college-educated Latino voters	−16%
College-educated Latino voters	−7%
Non-college-educated AAPI voters	−15%
College-educated AAPI voters	−10%
Other non-college-educated voters	−7%
Other college-educated voters	−3%

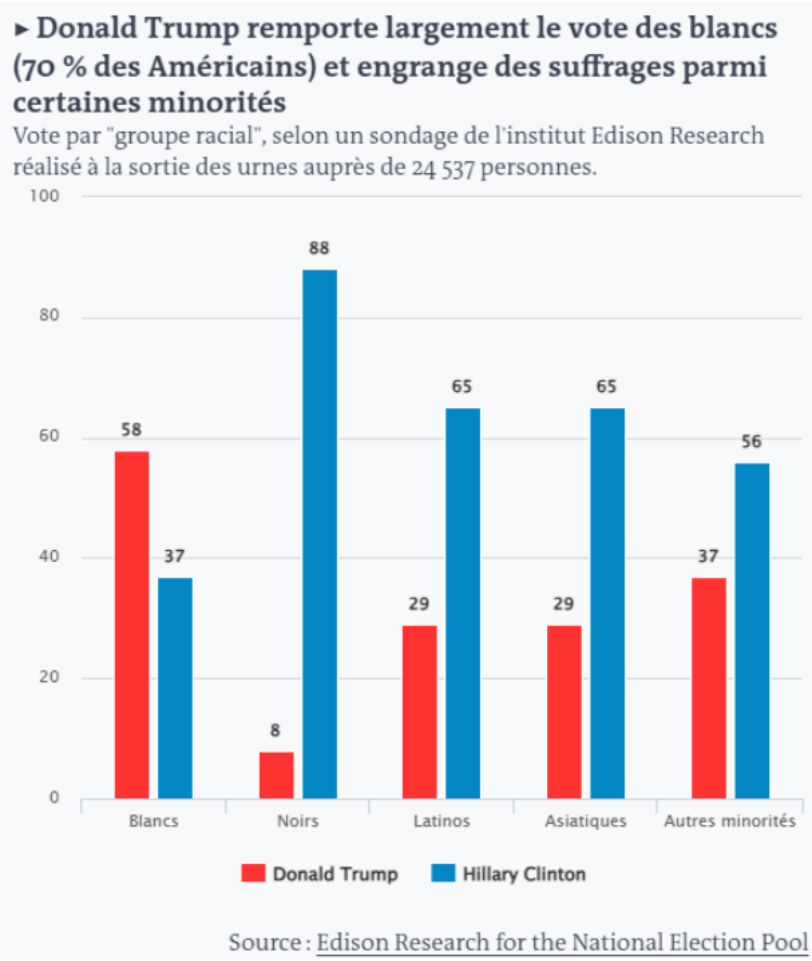
All numbers in two-way presidential vote share.
Source: Catalist

DECIDING TO WIN

Source: Deciding to Win

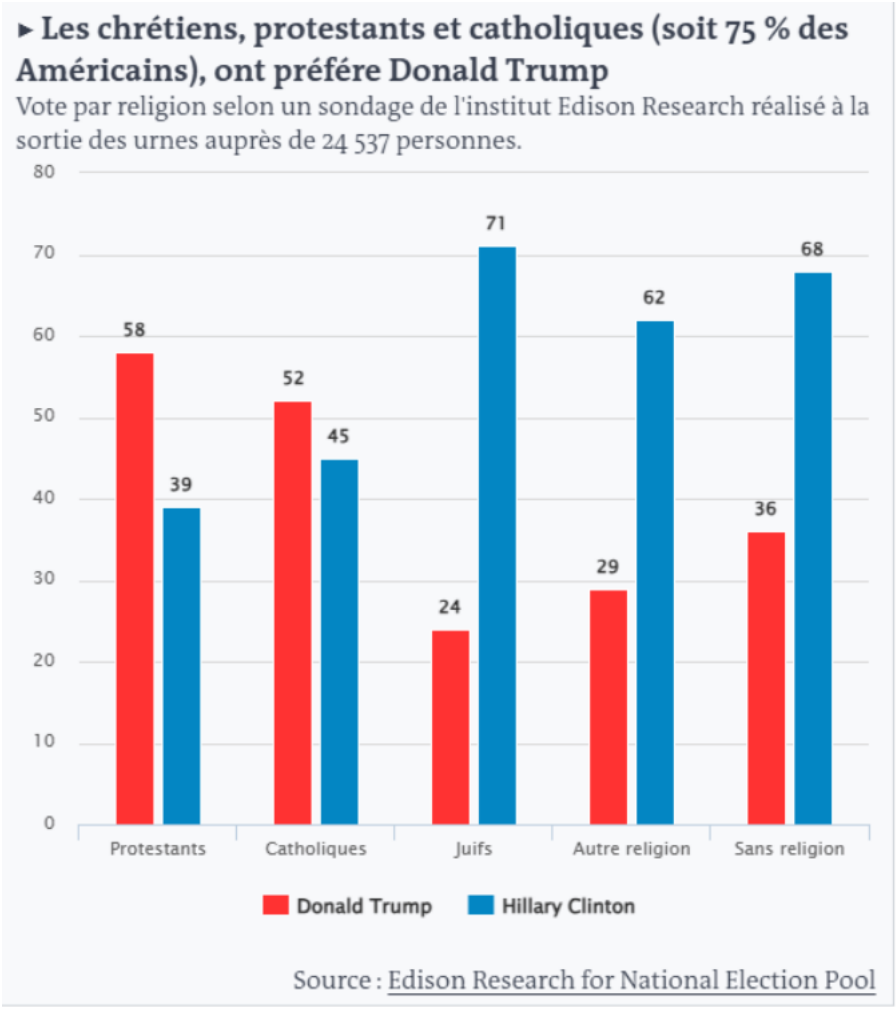
Un autre facteur qui explique le succès de Donald Trump c'est que les Américains blancs craignent d'être remplacés par les minorités. Dès 2016, sa campagne se concentre sur les WASP (*White Anglo-Saxon Protestant*). **Trump réussit à séduire 58 % de ces votants, qui représentaient 70 % du corps électoral aux États-Unis en 2016**[16].

[15] Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal of the Democratic Party. (2025). Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal Of The Democratic Party.
[16] Durand, A. (2016b, novembre 10). Urbain-rural, blanc-minorité, jeune-vieux : les lignes de fracture du vote américain. *Le Monde.fr*.



Source: Edison Research to the National Election Pool

Comme nous l'abordions plus haut, la réaffirmation du fait religieux aux États-Unis d'Amérique a constitué un des électorats qui ont mené Trump vers la victoire en 2016. **Les chrétiens protestants ont voté à 58 % et les catholiques à 52 % pour Trump**. La raison principale expliquant ce vote est sa défense de la famille traditionnelle et la lutte contre l'idéologie progressiste.



Source: Edison Research to the National Election Pool

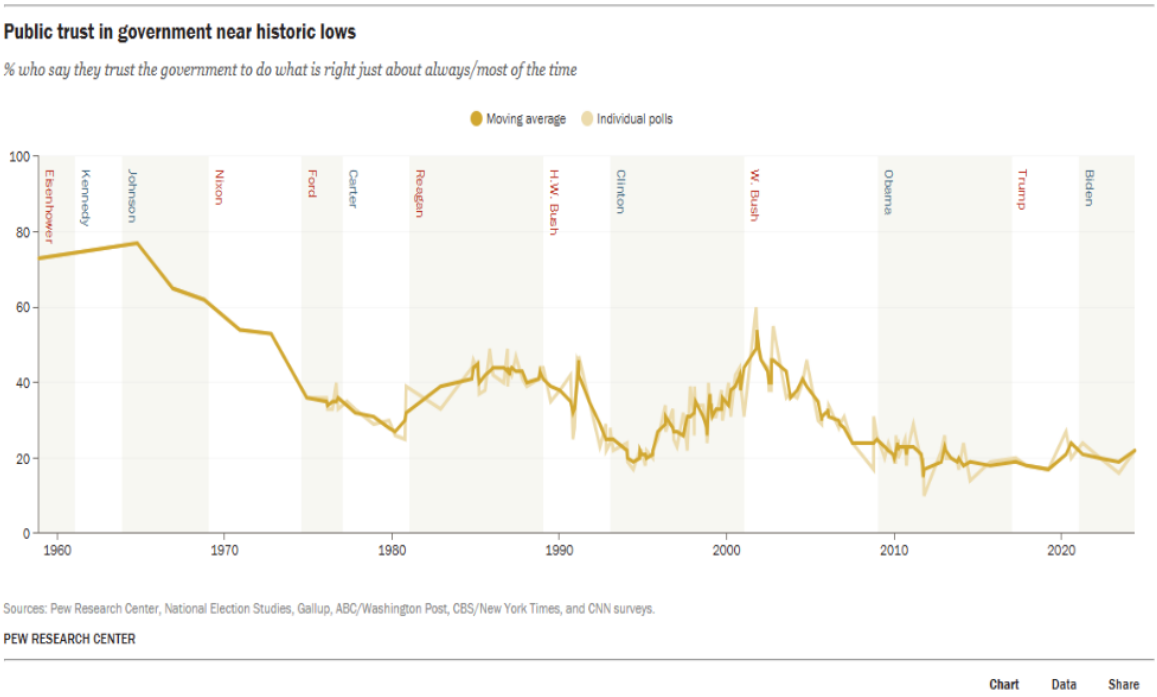
L'assassinat de l'influenceur conservateur et chrétien **Charlie Kirk** parce qu'il tenait des propos soi-disant haineux car pas politiquement corrects illustre cette polarisation idéologique aux États-Unis. D'un côté, une partie de la population d'obédience conservatrice, religieuse et faisant l'éloge de la famille traditionnelle. De l'autre, une autre partie de la population libérale, plutôt athée, prônant une certaine censure insidieuse au nom de la protection des minorités et une conception "wokiste" de l'humanité. Comme le rappelle Chris Boyette dans l'article CNN, la violence s'invite dans la politique américaine lorsque les clivages idéologiques sont trop importants[17].

[17] Boyette, C. (2025, 14 septembre). *Political violence cases in America: Charlie Kirk and the broader context*. CNN.

Or, la fracture va aujourd'hui au-delà de la politique électoraliste, c'est une fracture entre deux visions de l'Amérique et de la vie. D'un côté Donald Trump et ses soutiens au pouvoir qui prônent un retour à la tradition avec une vision de la société conservatrice enracinée.
De l'autre, l'opposition qui ne veut pas « d'un retour en arrière » et défend la société « mondialiste » (dans le sens de déracinée), individualiste et libérale qu'a connue l'Occident depuis le début de la mondialisation heureuse des années 1980.

Ainsi, l'assassinat de Charlie Kirk illustre la tension idéologique entre les deux, avec une partie de la population qui a célébré sa mort sur les réseaux sociaux et les conservateurs qui tentent d'en faire un martyr. Plus particulièrement, la réaction du vice-président JD Vance comparant Charlie Kirk à un martyr chrétien et républicain est l'illustration du poids politique que le camp MAGA donne à sa mort.
Outre cette polarisation idéologique, on note un sentiment de déclin de la démocratie américaine, que ce soit du côté démocrate ou républicain. En mai 2024, la confiance du public dans le gouvernement fédéral était de 22 % comme l'illustre le graphique ci-dessous. On note que la tendance est à la baisse depuis le premier mandat de George W. Bush[18].

[18] Bell, P., & Bell, P. (2025, août 12). *Public Trust in Government : 1958-2024*. Pew Research Center.



Source: Pew Research Center

Donald Trump va incarner le symptôme d'un sentiment de déclin démocratique de l'Amérique blanche, conservatrice et rurale (mais pas que), qui ne se sent pas représentée par les élites politiques démocrates et républicaines à Washington DC. C'est la raison pour laquelle il va développer tout un narratif autour du "*deep state*", qui sont les technocrates non élus qui pèsent dans la politique américaine. Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, avait ironisé à ce sujet dans un entretien avec Le Figaro en mai 2017:

« J'ai déjà discuté avec un président américain, puis avec un autre, puis avec un troisième. Les présidents vont et viennent, mais la politique reste la même. Savez-vous pourquoi ? Parce que le pouvoir de la bureaucratie est très fort. La personne est élue, elle arrive avec quelques idées, puis des gens viennent la voir avec des mallettes, bien habillés, en costumes sombres, comme le mien, mais avec une cravate noire ou bleu foncé plutôt que rouge, et ils commencent à lui expliquer ce qu'elle doit

faire – et tout change d'un seul coup. Cela se produit d'une administration à l'autre[19]*. »*

En science politique, généralement on identifie un déclin démocratique lorsqu'on perçoit une « autoritarisation du pouvoir ». Or, pour les électeurs de Trump, il s'agit du sentiment qu'une élite politique n'agit pas en faveur du bien commun et de l'intérêt de l'Amérique, mais plutôt pour des intérêts particuliers. Le déclin démocratique est également associé à la diffamation des membres du parti adverse et à la désinformation généralisée. Pour les électeurs de Trump, elle s'est matérialisée par un mépris à leur encontre. Comme par exemple à travers les mots de Hillary Clinton qui en 2016 qualifiait les électeurs de Trump de « déplorables ». Ou Joe Biden qui qualifiait ces mêmes électeurs de « poubelle ». Le déclin démocratique est aussi identifiable lorsque l'indépendance des médias est menacée. Dans la perspective de l'électorat de Trump, les médias sont gangrenés par le politiquement correct et le wokisme qui empêchent le débat démocratique par une censure insidieuse.

Par conséquent, les carburants du vote de l'Amérique profonde en faveur de Trump sont multiples : un projet économique qui a exclu une partie de la population à travers une mondialisation vécue comme inégalitaire, le retour du fait religieux, une opposition à la politique d'Obama perçue comme socialiste, la mobilisation d'une Amérique blanche et rurale qui ne veut pas mourir et le sentiment d'un déclin démocratique à cause de l'État profond et du politiquement correct.

[19] *Vladimir Putin's interview with Le Figaro*. (2017, 31 mai). President Of Russia.

LA PEUR D'UNE AMERIQUE QUI PERD SON RANG

Le succès du mouvement MAGA et tout particulièrement de Donald Trump est la conséquence d'une partie non négligeable du peuple américain qui a peur d'une Amérique qui perd son rang. En effet, avec la chute de l'Union soviétique, les Américains sont rentrés dans l'illusion de la célèbre thèse de Francis Fukuyama sur la « fin de l'histoire ». C'était l'idée selon laquelle le monde entier allait adopter le mode de vie capitaliste et la démocratie libérale car la principale idéologie concurrente, le communisme, était mort. L'ambiance de « *Pax Americana* » et de mondialisation heureuse dans laquelle vivent les Américains dans les années 1990 va les conforter dans cette illusion que le monde allait se transformer en une géante Amérique où la vie allait se résumer à la consommation de masse et à la sacralisation du dieu dollar.

Cette illusion va prendre fin avec les attentats de 2001 et le terrorisme islamique défiant la suprématie américaine non seulement militairement, mais sur le modèle de société aussi. Dur réveil pour les Américains qui se croyaient intouchables et qui se voient embarqués dans deux guerres au Moyen-Orient qui se termineront en semi-victoires. L'armée américaine envahit l'Irak de Saddam Hussein en 2003. Certes Bagdad tombe le 9 avril 2003 et Saddam Hussein est exécuté le 30 décembre 2003, mais l'Amérique ne quittera l'Irak qu'en 2011 et laissera derrière elle un pays meurtri et divisé. Idem en Afghanistan où l'armée américaine se retire en 2021 après 20 ans de guerre, la plus longue de l'histoire des États-Unis. Là aussi c'est un échec car les talibans reviennent au pouvoir peu de temps après. Suite à ces échecs, un véritable rejet de l'interventionnisme américain va se développer dès la fin de la deuxième Guerre du Golfe en 2011. C'est cette génération de politiques MAGA qui est au pouvoir aujourd'hui et cela explique l'hostilité de personnalités comme JD Vance ou Marjorie Taylor Greene à l'encontre d'opérations militaires de grande envergure à l'étranger. Pour ces derniers elles fragilisent l'Amérique.

Le retour des empires, l'émergence d'un monde multipolaire et la contestation de la politique américaine sont d'autres signaux qui viennent alerter les Américains que la première place du podium est défiée. Plus particulièrement avec la concurrence chinoise qui ne cache plus son souhait d'incarner la première puissance mondiale.

Dans le rapport du Millénaire sur la guerre commerciale de Trump, **nous faisons état de ce nouveau rapport de force entre la Chine et les Etats-Unis qui mènera Obama à mettre en œuvre le « pivot asiatique » en 2011.** Depuis la fin de la convertibilité entre l'or et le dollar en 1971, plusieurs facteurs ont contribué à la détérioration continue de la balance commerciale des États-Unis. Tout d'abord, l'impression massive de dollars par la Réserve fédérale (Fed) dans le cadre d'une politique monétaire expansionniste a permis aux États-Unis de maintenir un modèle commercial déficitaire. Ce déficit a atteint des niveaux alarmants, dépassant 800 milliards de dollars avant la crise financière de 2008, illustrant une dépendance croissante aux importations. Un autre facteur clé a été l'essor des nouvelles technologies et la désindustrialisation qui ont marqué les années 2000. L'ouverture des marchés et la concurrence accrue des pays émergents, notamment en Asie, ont conduit à une augmentation significative des importations de biens manufacturés à bas prix, supplantant ainsi la production domestique. Ainsi, l'idée était de transférer l'appareil de production vers les pays émergents pour bénéficier de couts de production moins importants.

Au moment de l'élection de Donald Trump en 2016, **le déficit commercial des États-Unis dépassait 500 milliards de dollars, en grande partie en raison des échanges avec la Chine.** C'est la raison pour laquelle Trump mène une politique agressive vis-à-vis de la Chine car Pékin incarne la menace principale sur le long terme.

En marge du monde multipolaire qui se forme depuis le début des années 2000, le narratif américain est de plus en plus remis en question au sein des organisations internationales. L'ONU est perçue comme une institution échappant à leurs mains. En 2003, la France applique son veto contre une

intervention militaire américaine en Irak. Ainsi, le Conseil des Nations-Unies ne vote pas en faveur d'une intervention militaire en Irak, laissant cette responsabilité aux Américains, isolés et sans légitimité internationale. De ce fait, la guerre contre l'Irak s'est faite sans le feu vert des Nations unies et cela a profondément marqué une partie du peuple américain. Preuve à l'appui, pour donner suite au refus de la France de soutenir l'Amérique, une campagne de *French Bashing* a été menée afin de décrédibiliser l'image de la France à l'international. L'exemple d'une autre institution qui a suscité une critique croissante de la part des Américains est l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'ils accusent de favoriser la Chine au détriment des États-Unis d'Amérique. Cette critique de l'OMC ne se limite pas à Donald Trump mais s'inscrit dans une plus longue tradition. **En 2011, un différend oppose la Chine aux États-Unis. Washington avait mis en place des mesures antidumping contre des entreprises d'État chinoises car elles recevaient des subventions massives leur permettant de submerger les marchés mondiaux avec des produits bon marché.** Pour les États-Unis, il s'agissait d'un protectionnisme déguisé qui viole le principe de libre-échange de l'OMC. Or, à la grande stupéfaction des Etats-Unis, l'OMC a donné raison à la Chine et cela a totalement décrédibilisé l'institution aux yeux des Américains.

Ces organisations internationales qui se retournent contre les États-Unis est d'autant plus frustrant parce que ce sont eux-mêmes qui les ont fondées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, l'ONU est créée le 26 juin 1945 à San Francisco. Son objectif est d'incarner un espace de dialogue entre les Nations et de promouvoir la paix, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le droit international. L'OMC a été fondée le 1er janvier 1995 mais existait déjà sous un autre nom : le GATT (*"General Agreement on Tariffs and Trade"*). C'est un système commercial mis en place en 1948 pour réguler les tarifs douaniers et le commerce. L'OMC œuvre à la libéralisation du commerce. L'organisation est un cadre dans lequel les gouvernements négocient des accords commerciaux et où ils règlent leurs différends commerciaux[20]. A l'image de Frankenstein qui échappa à son

[20] *OMC | Comprendre l'omc - qu'est-ce que l'OMC ?*

créateur, les Américains estiment depuis le début des années 2000 que les institutions internationales leur échappent.

Toutefois, il n'y a pas que les institutions internationales qui semblent poser un problème au peuple américain, ils critiquent également l'attitude de plusieurs partenaires commerciaux et notamment leurs propres voisins étant le Canada et le Mexique. Ils les accusent de profiter de leur richesse. Comme nous l'avons abordé plus haut, l'émergence de Donald Trump est liée à un rejet de la politique néolibérale de délocalisation des usines à l'étranger. L'opposition de l'électorat de Trump à l'encontre de l'accord du NAFTA en est l'illustration. En effet, comme l'illustrent les tableaux ci-dessous, on note que depuis l'adoption du NAFTA en 1994 la balance commerciale des États-Unis s'est aggravée avec les deux pays. La balance commerciale a toujours été négative avec le Canada, mais suite à l'adoption du NAFTA elle n'a pas évolué en faveur de Washington. En 2024, **la balance commerciale des États-Unis avec le Canada était déficitaire de 61 978,5 $. À titre de comparaison, elle était déficitaire de 7 706,3 $**[21].

2024 : U.S. trade in goods with Canada

NOTE: All figures are in millions of U.S. dollars on a nominal basis, not seasonally adjusted unless otherwise specified. Details may not equal totals due to rounding. Table reflects only those months for which there was trade.

Month	Exports	Imports	Balance
January 2024	26,660.0	33,398.6	-6,738.5
February 2024	28,598.3	33,144.9	-4,546.5
March 2024	30,822.1	34,033.7	-3,211.6
April 2024	30,681.0	34,385.5	-3,704.5
May 2024	30,496.2	35,640.4	-5,144.2
June 2024	29,787.8	34,411.9	-4,624.1
July 2024	27,795.0	35,918.8	-8,123.8
August 2024	30,011.4	32,864.7	-2,853.2
September 2024	29,208.2	34,551.9	-5,343.7
October 2024	30,238.4	34,476.2	-4,237.8
November 2024	28,646.0	33,499.4	-4,853.4
December 2024	26,963.5	35,560.6	-8,597.0
TOTAL 2024	**349,908.2**	**411,886.7**	**-61,978.5**

Source: US Census Bureau

[21] US Census Bureau. (2025). International trade.

1990 : U.S. trade in goods with Canada

NOTE: All figures are in millions of U.S. dollars on a nominal basis, not seasonally adjusted unless otherwise specified. Details may not equal totals due to rounding. Table reflects only those months for which there was trade.

Month	Exports	Imports	Balance
January 1990	6,377.5	6,799.0	-421.5
February 1990	6,749.7	6,877.7	-128.0
March 1990	8,074.9	8,275.2	-200.3
April 1990	7,367.6	7,463.4	-95.8
May 1990	7,933.3	8,214.6	-281.3
June 1990	7,553.0	8,299.1	-746.1
July 1990	6,126.6	7,046.3	-919.7
August 1990	6,767.5	7,162.2	-394.7
September 1990	6,385.8	7,722.5	-1,336.7
October 1990	7,460.1	8,701.4	-1,241.3
November 1990	6,916.2	7,995.1	-1,078.9
December 1990	5,961.6	6,823.6	-862.0
TOTAL 1990	**83,673.8**	**91,380.1**	**-7,706.3**

Source: US Census Bureau

Si l'impact du NAFTA sur les relations commerciales avec le Canada est marquant, il l'est encore plus avec le Mexique. En 2025, le déficit commercial entre les États-Unis et le Mexique était de 171 491,2 dollars. En 1990 ce déficit était de 1 877, 8. Par conséquent, dans une perspective de balance commerciale, l'Amérique a objectivement subi un déclin[22].

[22] Ibid.

2024 : U.S. trade in goods with Mexico

NOTE: All figures are in millions of U.S. dollars on a nominal basis, not seasonally adjusted unless otherwise specified. Details may not equal totals due to rounding. Table reflects only those months for which there was trade.

Month	Exports	Imports	Balance
January 2024	26,439.2	37,960.1	-11,521.0
February 2024	26,910.6	40,187.1	-13,276.5
March 2024	26,982.0	41,530.6	-14,548.6
April 2024	29,386.4	43,033.1	-13,646.8
May 2024	29,007.1	43,886.9	-14,879.8
June 2024	27,667.2	42,213.0	-14,545.8
July 2024	28,690.6	41,908.9	-13,218.3
August 2024	30,051.6	43,685.0	-13,633.4
September 2024	28,316.7	44,173.8	-15,857.1
October 2024	29,057.4	45,483.3	-16,425.9
November 2024	26,952.2	42,242.7	-15,290.5
December 2024	24,570.9	39,218.6	-14,647.7
TOTAL 2024	**334,031.9**	**505,523.2**	**-171,491.2**

Source: US Census Bureau

1990 : U.S. trade in goods with Mexico

NOTE: All figures are in millions of U.S. dollars on a nominal basis, not seasonally adjusted unless otherwise specified. Details may not equal totals due to rounding. Table reflects only those months for which there was trade.

Month	Exports	Imports	Balance
January 1990	2,131.3	2,380.3	-249.0
February 1990	2,063.2	2,373.2	-310.0
March 1990	2,295.1	2,636.4	-341.3
April 1990	2,047.8	2,180.3	-132.5
May 1990	2,483.6	2,497.4	-13.8
June 1990	2,532.4	2,488.6	43.8
July 1990	2,339.9	2,309.9	30.0
August 1990	2,499.4	2,570.7	-71.3
September 1990	2,384.3	2,625.3	-241.0
October 1990	2,903.4	3,067.7	-164.3
November 1990	2,485.7	2,789.0	-303.3
December 1990	2,112.9	2,238.0	-125.1
TOTAL 1990	**28,279.0**	**30,156.8**	**-1,877.8**

Source: US Census Bureau

Le sentiment d'une Amérique qui perd son rang se fait également ressentir dans l'idée selon laquelle les alliés occidentaux ne sont pas fiables et pas utiles. D'abord sur les divergences d'orientations politiques et nous pouvons reprendre l'exemple que nous avions cité plus haut sur l'opposition de la

France d'intervenir en Irak en 2003 qui a été vécue par les Américains comme un coup de poignard dans le dos. Mais cette défiance se manifeste aussi à l'égard de l'Allemagne, dont Washington voit d'un mauvais œil les relations économiques avec la Chine. Enfin, le principal point de désaccord porte sur la défense et la contribution financière à l'OTAN. Les États-Unis reprochent aux pays européens d'être des *"free riders"* ou des « passagers clandestins » qui profitent de la protection militaire américaine sans payer. Les États-Unis reprochent à plusieurs pays européens de ne pas respecter l'engagement de consacrer 2 % de leur PIB à la défense, un objectif fixé par l'OTAN. Depuis le retour de Donald Trump, cet objectif a d'ailleurs été revu à la hausse et se situe actuellement à 5% du PIB.

En résumé, le sentiment de déclin et d'une gloire perdue de l'Amérique a été un véritable carburant favorisant Donald Trump. Politiquement, il a été en mesure de capter ce sentiment et ce moment historique en promettant de *Make America Great Again*. Il a été en mesure de répondre à une attente de la part de la population qui l'a amené au pouvoir en 2016 et en 2024. Comme nous l'avons abordé plus haut, en 2016 Donald Trump a réussi à mobiliser le vote des évangéliques blancs du Midwest qui s'abstenait aux élections, notamment grâce aux conseils de Steve Bannon.

A ces MAGA religieux s'ajoutent les Républicains centristes qui ont voté pour lui car par idéologie, ils ne votent pas démocrates mais aussi des centristes déçus par Obama et Trump a su capter une partie de la minorité hispanique à l'instar de la Floride qui a basculé républicain en 2016 et n'a pas voté pour les démocrates depuis. En 2024, Donald Trump a été en capacité d'élargir sa coalition en remobilisant le vote blancs évangélique, les électeurs Républicains classiques mais il a surtout été en mesure de progresser chez les minorités. **Selon le Pew Research Center**, **48% des hispaniques ont votés pour Trump en 2024 alors qu'ils n'étaient que 36% en 2020**. **Chez les afro-américains ils étaient 15% en 2024 et seulement 8% en 2020.** Idem auprès de l'électorat asiatique, qu'il a été en mesure de séduire, en 2024 ils

étaient 40% tandis qu'en 2020 ils étaient 30%[23]. En 2024, Donald Trump a également été en mesure de progresser auprès du vote féminin, elles étaient 46% à voter pour lui en 2024 alors qu'en 2020 elles n'étaient que 43%[24]. Trump aura également progressé auprès des jeunes (18-29 ans). En 2024 ils étaient 46% tandis qu'en 2020 ils étaient 36%[25] C'est la progression parmi tous ces groupes qui aura donné la victoire à Trump aux dernières élections présidentielles. Si en 2024, cette coalition électorale hétérogène s'est unifiée autour de la personne de Donald Trump et de son projet MAGA, l'enjeu est pour le Parti républicain de fidéliser ces électeurs lorsque Donald Trump ne pourra plus se représenter en 2028.

[23] Nadeem, R.(2025). *Behind Trump's 2024 Victory, a More Racially and Ethnically Diverse Voter Coalition*. Pew Research Center.
[24] Masquelier-Page, A. (2024). How 5 key demographic groups voted in 2024 : AP VoteCast. The Associated Press.
[25] US News. (2024). How Key Demographic Groups Voted in the 2024 Election.

L'ECHEC DE LA POLITIQUE DES DEMOCRATES AVEC LE REJET D'OBAMA ET DE BIDEN

Nous l'abordions déjà dans le rapport « La révolution Trump 2.0 ». Pour comprendre la première élection de Donald Trump, il faut regarder le bilan de son prédécesseur et l'état de l'Amérique à l'été 2016. Obama fut un grand communicant et sa politique s'est inscrite dans la tradition des nouveaux démocrates qui ont émergé avec la politique de Bill Clinton aux États-Unis ou encore Tony Blair au Royaume-Uni. Autour de discours très policés, il ne s'est jamais vraiment défait de l'ordre établi à Washington. Plus grave, il a rompu une forme de confiance avec le peuple américain, chez qui son élection avait procuré un espoir à la hauteur de la nouveauté de voir un président afro-américain à la Maison Blanche.

Cette rupture de la confiance s'est d'abord faite sur les questions raciales. Le rêve d'une Amérique postraciale s'est envolé, après 8 ans de mandats, les améliorations économiques étaient marginales pour les Afro-Américains, dont le taux de chômage (9,1 en janvier 2008 et 8,5 en janvier 2016[26]) et de pauvreté est pratiquement resté le même (autour de 25 %[27]) qu'à l'arrivée d'Obama au pouvoir. Ainsi, les relations inter-raciales se sont dégradées. Obama n'a pas su canaliser la colère légitime que des bavures policières ont provoquée. Il avait l'assise pour que l'expression de cette colère se fasse dans un cadre démocratique, mais elle s'est accompagnée d'un déchaînement de violence qui prédisait déjà les événements de l'été 2020, et leur lot de débordements. À l'arrivée d'Obama au pouvoir, **59% des Afro-Américains jugeaient bonnes les relations raciales aux États-Unis, ils étaient 60% à penser l'inverse en 2016**[28].

[26] Unemployment Rate - Black or African American. (2025).
[27] US Census Bureau. (2023). Poverty Rate for the Black Population Fell Below Pre-Pandemic Levels. Census.gov.
[28] École normale supérieure de Lyon. (2016). Les fractures raciales aux Etats-Unis — Géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon.

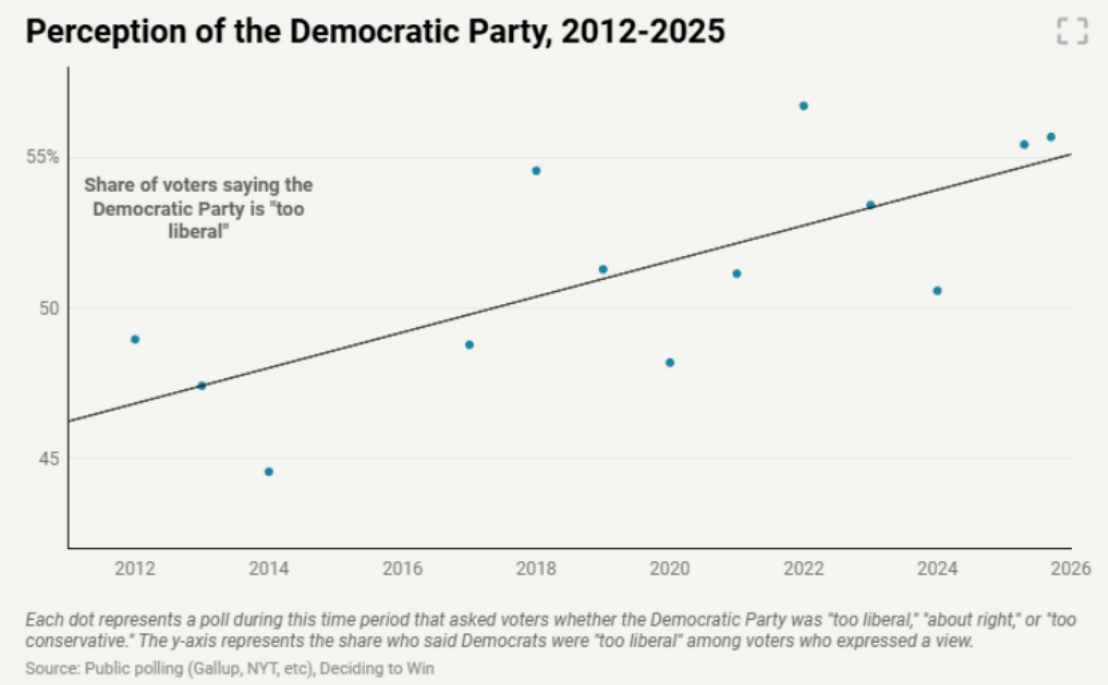
Le deuxième point sur lequel Obama a déçu est économique. Il n'a pas réussi à faire entrer les États-Unis dans une nouvelle ère permettant à la fois de répondre à la crise de 2008 et à la montée de la Chine comme concurrent crédible pour la première place mondiale. Il a principalement poursuivi les politiques menées par les Démocrates de Bill Clinton ou les Républicains de George W. Bush autour de politiques plus libérales en matière d'économie, de fiscalité ou de commerce avec une poursuite des accords de libre-échange. Il a ainsi laissé une Amérique plus inégalitaire, dont les classes ouvrières victimes de la désindustrialisation et des *subprimes* se sont senties laissées pour compte. La crise de 2008 a fait perdre 3,6 millions d'emplois à haut revenu et 2 millions d'emplois bon marché. La reprise aura inversé ces chiffres, recréant 2,6 millions d'emplois qualifiés et 3,8 millions d'emplois précaires. Dans le même temps, les revenus des 1% les plus riches ont augmenté de 11% rien que pour l'année 2013. Ainsi, même si les chiffres de l'économie américaine étaient très bons au niveau macroéconomique en 2016, de très larges pans de la population américaine se retrouvaient laissés pour compte, notamment les plus pauvres, et de nombreux Américains sortis définitivement du marché du travail et subsistant sur les « *disability benefits* »[29].

Sur le plan des questions sociétales aussi la déception a été à la hauteur de l'enjeu. Les Américains attendaient une vraie révolution, notamment sur la question de la couverture maladie. L'Obamacare avait suscité un véritable enthousiasme chez notamment les plus défavorisés. Il aura été très loin de l'assurance maladie universelle comme on la connaît en France. En introduisant un « mandat » obligeant à s'affilier à une assurance médicale, Obama a certes amélioré l'accès aux soins d'une petite partie des Américains, mais il a fait monter le coût des soins pour la grande majorité de la classe moyenne américaine, sans compter les ratés de la plateforme censée permettre aux Américains de trouver l'assurance qui leur convient. Surtout il a sorti du débat la possibilité même d'une réforme

[29] Carroué, L. (2009). La crise économique et financière états-unienne : enjeux géographiques et géopolitiques. Hérodote, 132(1), 104-127.

profonde et d'une remise en question de la mainmise des sociétés privées sur l'assurance maladie. Cette question est finalement symptomatique de son incapacité à secouer les acquis de l'establishment démocrate.

Le déclin du Parti démocrate s'explique également par la perception des Américains d'une formation politique qui a muté vers la gauche. Selon les sondages, la proportion d'électeurs qui considèrent le Parti démocrate comme « trop libéral » a considérablement augmenté depuis 2012[30].



Source: Deciding to Win

Le rapport "*Deciding to Win*" explique que la gauchisation du Parti démocrate est liée aux priorités politiques que les *Dems* ont mis en avant, étant le changement climatique, la démocratie, l'avortement, l'identité et les questions culturelles.

Or, nous observons une fracture entre les priorités politiques du Parti démocrate et les priorités des Américains. Les questions telles que le coût de la vie, l'économie, l'inflation, les impôts et les dépenses publiques, ainsi

[30] Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal of the Democratic Party. (2025). Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal Of The Democratic Party.

que les soins de santé sont les plus importantes pour les électeurs. Sans surprise, les démocrates souffrent d'un déficit de confiance sur la plupart des questions prioritaires pour l'électorat, notamment l'économie, le coût de la vie et l'inflation[31].

Issues Democrats are trusted more on tend to be less important to voters

Issue	Importance to voters	Net trust in Dems
Drug Abuse and Addiction	49%	-1%
Income Inequality	47%	+2%
Terrorism	46%	-14%
Unemployment	45%	-3%
Gas Prices	39%	-11%
Race Relations	38%	+5%
The Environment	37%	+10%
Voting Rights	36%	+2%
Guns	35%	-3%
Child Care	34%	+7%
War in the Middle East	33%	-11%
Climate Change	32%	+12%
Abortion	31%	+8%
Artificial Intelligence	30%	-5%
The War in Ukraine	27%	-8%
Student Debt	22%	+2%
LGBTQ Issues	15%	+20%

Salience is measured by showing respondents two issues at a time and asking "Which of these two issues is the more important one facing America today?" The number reported in the middle column is the frequency with which each issue was chosen in its matchups against other issues. Net trust is the share of voters who trust Democrats more on each issue minus the share who trust Republicans more.

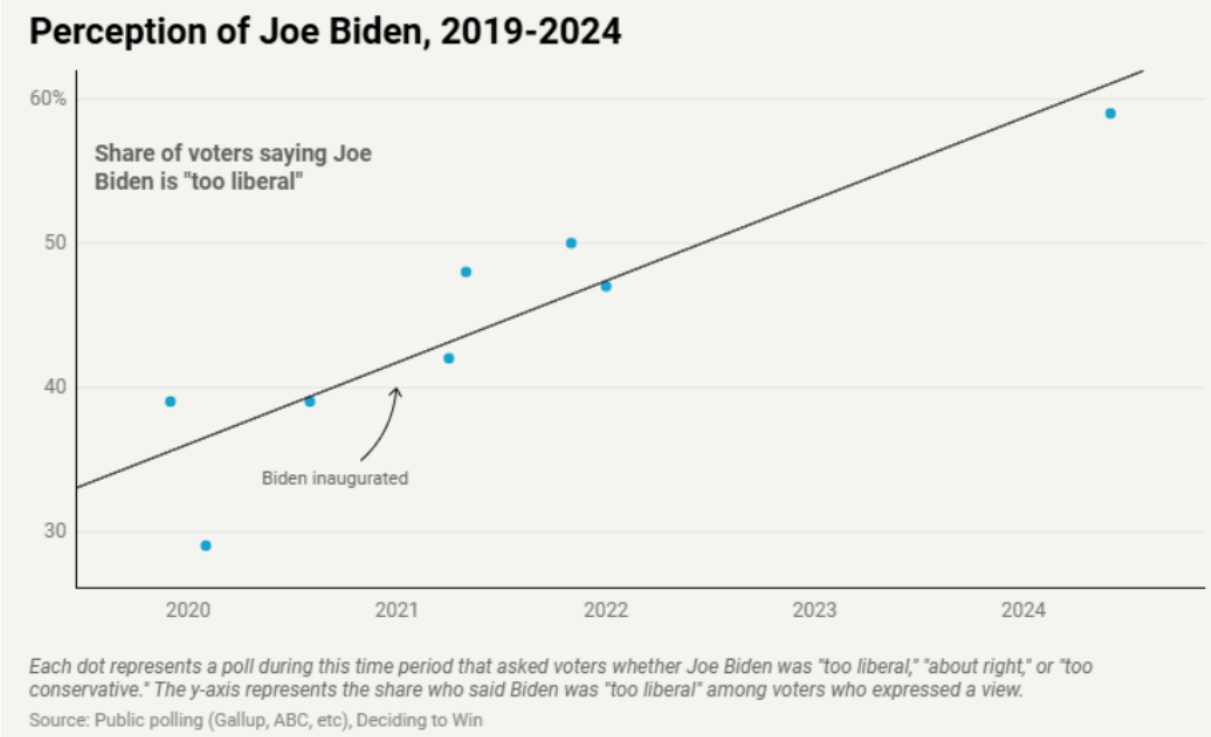
Source: Deciding to Win polling. May 18-June 18, 2025. 13,418 unique respondents, 44,286 unique responses.

Source: Deciding to Win

L'arrivée au pouvoir de Joe Biden en 2022 a eu pour effet d'accélérer la chute d'un parti démocrate à l'agonie, et ce pour plusieurs raisons :

[31] Ibid.

Premièrement, Joe Biden a été perçu par les Américains comme étant un président de gauche. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, Biden était perçu en 2024 comme un président « trop libéral »[32].



Source: Deciding to Win

Son ambition d'incarner le rempart démocratique face à un supposé autoritarisme de Donald Trump n'a pas convaincu les électeurs. Dans le rapport du Millénaire « Le bilan de Joe Biden » nous abordions déjà ce *storytelling* démocrate qui n'était plus en phase avec la réalité des attentes des électeurs américains.

Ainsi, persuadé d'incarner le rempart démocratique face à Donald Trump, Joe Biden avait pour ambition de briguer un second mandat, pour terminer le travail et empêcher le retour de Trump. Le vétéran démocrate a régulièrement mis en garde les électeurs américains des conséquences néfastes d'une réélection du chef de file MAGA, en allant jusqu'à comparer les éléments de langage du milliardaire à ceux utilisés en Allemagne nazie :

[32] Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal of the Democratic Party. (2025). Deciding To Win – Toward A Common Sense Renewal Of The Democratic Party.

"*the same exact language used in Nazi Germany*". Cette rhétorique donne l'illusion d'un Parti démocrate composé de technocrates dotés d'une supériorité morale et déconnectés du peuple. Le constat est clair, face aux enjeux mondiaux de notre époque, l'argument de la menace fasciste ne fonctionne plus et elle est au contraire plutôt contre-productive. De plus, cette rhétorique agressive vis-à-vis de son opposant politique est une manière de détourner les regards de son propre mandat, qui n'est pas catastrophique, mais loin d'être parfait et exempt de toute critique.

Deuxièmement, **le mandat de Joe Biden laisse l'image d'une Amérique faible et c'est une pilule qui est difficile à avaler pour un peuple qui a l'habitude d'incarner la première puissance mondiale incontestée**.

L'exemple du retrait catastrophique d'Afghanistan est emblématique. La prise de pouvoir des talibans acte une défaite politique pour les Américains. Ceux-ci ont passé 20 ans de guerre pour se retrouver avec un régime qu'ils ont fait tomber en 2001 malgré le prix du sang et des fortes dépenses. Les États-Unis d'Amérique ont dépensé environ 2 261 milliards de dollars en Afghanistan depuis 2001. Cette somme comprend les dépenses militaires directes, les coûts liés à la reconstruction, le soutien économique, ainsi que les dépenses en soins pour les vétérans et les intérêts sur les emprunts contractés pour financer la guerre. Ainsi, avec la chute de Kaboul, les Américains ont perçu les 20 années de campagnes en Afghanistan comme un mauvais retour sur investissement.

Troisièmement, l'image de Joe Biden a été catastrophique du premier jour de son mandat au dernier. Dans un monde où on identifie un retour des « hommes forts » avec des chefs d'Etat comme Xi Jinping ou Vladimir Poutine, la figure Joe Biden est apparue comme totalement anachronique et en décalage avec les enjeux du moment. Les nombreuses moqueries à son égard de la part du camp républicain mais aussi dans les médias et sur les réseaux sociaux en sont l'illustration. L'ancien président démocrate a eu le droit à toute sorte de surnoms, dont le plus connu reste *Sleepy Joe*. Gallup rapportait en janvier 2025 qu'une partie des

Américains s'attend à ce que l'histoire juge la présidence de Joe Biden de manière défavorable. **Un total de 54% des adultes américains pensent que Biden restera dans les mémoires comme un président « inférieur à la moyenne » (17 %) ou « médiocre » (37 %)**[33].

Quatrièmement, Joe Biden et les Démocrates ont souffert d'un manque de vision et de doctrine pour répondre aux défis contemporains de l'Amérique. En d'autres mots, le projet de société qu'ils proposaient n'était pas en phase avec les attentes d'une majorité d'Américains et les exemples sont nombreux.

Comme nous l'avons analysé dans les paragraphes précédents, le problème des démocrates est qu'ils n'incarnent aucune ligne politique unifiée. Leur politique s'est construite en opposition à Donald Trump et c'est une des raisons pour lesquelles Kamala Harris a perdu en 2024. Sur la politique internationale, la stratégie démocrate était d'incarner un *storytelling* d'une Amérique comme *leader* du monde libre avec une politique internationale active de lutte contre les autoritarismes. C'est une approche démocrate des relations internationales portée par la *moralpolitik* ou « politique morale » plutôt que par la *realpolitik*. Il s'agit en effet de porter les ambitions américaines par l'association et le partage des valeurs plutôt que par les intérêts. Or, dans un monde aujourd'hui qui tend vers un ordre multipolaire, cette doctrine libérale n'est plus convaincante.

Le chercheur américain de l'université de Chicago John Mearsheimer explique que la sécurité est la priorité des États dans un monde anarchique où ces derniers sont en compétition les uns avec les autres. En ce sens, les États sont des acteurs rationnels qui mesurent la conséquence de leurs actes sur le court et long terme. C'est -à -dire que ce qui va motiver un État à entrer en confrontation avec un autre n'est pas un idéal démocratique mais un calcul rationnel visant à garantir la sécurité et

[33] Jones, J. M. (2025, 7 janvier). Americans think history will rate Biden presidency negatively. Gallup.com.

la survie d'un État[34]. Le refus d'une majorité des Américains d'une intervention militaire de Washington visant à renverser le régime des Mollahs en Iran est un exemple. En juin 2025, selon le Washington Post, seulement 2 Américains sur 10 déclarent qu'ils soutiendraient l'intervention de l'armée américaine pour renverser le gouvernement iranien. C'est la preuve, qu'aujourd'hui la politique étrangère est moins motivée par des idéaux abstraits que par un calcul réaliste de coût, bénéfice, risque en termes de sécurité[35].

Donald Trump a mieux compris cela et a su s'adapter à cette nouvelle réalité en s'éloignant du multilatéralisme, à la différence des démocrates. Les États-Unis n'ont pour des raisons objectives, plus les moyens d'être les gendarmes du monde. Le pays est freiné par une dette abyssale à gérer. En 2025, elle est estimée à 38 000 milliards de dollars[36]. Par ailleurs, ce sont les interventions militaires ont contribué à aggraver cette dette. En 2017, le journal Le Monde estime que les guerres du 21e siècle ont couté jusqu'à 2000 milliards de dollars[37]. Le déficit commercial de 797 milliards de dollars (2023) est un autre facteur qui conditionne la politique étrangère américaine et limite les campagnes militaires[38]. À la différence des démocrates, Trump l'a compris et c'est la raison pour laquelle il cherche à négocier une paix en Ukraine là où les démocrates prônent le jusqu'au boutisme vers une victoire ukrainienne qui semble s'éloigner de jour en jour. Le besoin de concentrer un maximum de ressources sur la menace chinoise est un autre facteur qui va limiter le *storytelling* démocrate de lutte contre les autoritarismes dans le monde. La menace chinoise est telle que, selon un rapport de mars 2025 des services de renseignements américains, elle représente la plus grande menace militaire et cyber pour les États-Unis[39].

---

[34] Mearsheimer, J. (2013). The Tragedy of Great Power Politics. Norton
[35] The Washington Post. (2025). We texted 1,000 Americans about Trump's Iran strikes.
[36] U.S. hits $ 38 trillion in debt, after the fastest accumulation of $ 1 trillion outside of the pandemic. (2025, 23 octobre). PBS News.
[37] Guibert, N. (2017, 13 juillet). Etats-Unis : des guerres à 2000 milliards de dollars depuis 2001. Le Monde.fr.
[38] US Trade Balance. MacroTrends.
[39] Martina, M. Zengerle, P. Banco, E. (2025). China poses biggest military, cyber threat to US, intel chiefs say. Reuters.

Sur le plan de la politique intérieure, Joe Biden était également en décalage avec les Américains et les défis auxquels l'Amérique doit faire face. Joe Biden et le Parti démocrate ont incarné une politique qu'on qualifie péjorativement de "wokiste". C'est une politique en faveur des minorités, qu'elles soient ethniques, culturelles, sexuelles, etc. Pourtant, un sondage NBC de 2023 révèle que **la moitié des Américains (50 %) pensent que la société devrait promouvoir un plus grand respect des valeurs sociales et morales traditionnelles, tandis que 42 % estiment qu'elle devrait encourager une plus grande tolérance envers les personnes ayant des modes de vie et des origines différents**[40]. De plus, une majorité d'Américains s'opposent à une politique "woke" mais comme Ross Douthat l'explique dans le *New York Times* le wokisme se revendiquant comme une idéologie de progrès a subtilement dominé le pouvoir par des moyens complexes, indirects et bureaucratiques pour remodeler la société américaine[41].

En arrivant à la Maison Blanche, Joe Biden s'était engagé à mettre en place une politique migratoire humaniste, ce qu'il a fait en considérant que sous son mandat, selon le Bureau du budget du Congrès, entre 2021 et 2024, 2,4 millions d'immigrants en moyenne ont afflué chaque année aux États-Unis[42]. Or, cette immigration massive contrastait avec la volonté des Américains qui en 2024 pour 55% d'entre eux voulaient moins d'immigration[43]. Puis, pour ce qui est du bilan économique de Joe Biden, comme nous l'abordons dans le rapport, il est plutôt bon selon les statistiques macroéconomiques mais il est perçu comme mauvais auprès des consommateurs américains[44].

Par conséquent, la faiblesse des Démocrates depuis le tournant libre-échangiste et mondialiste de Bill Clinton aura été l'incapacité à renouveler leur logiciel politique. Au contraire, c'est ce que Donald Trump a réussi à

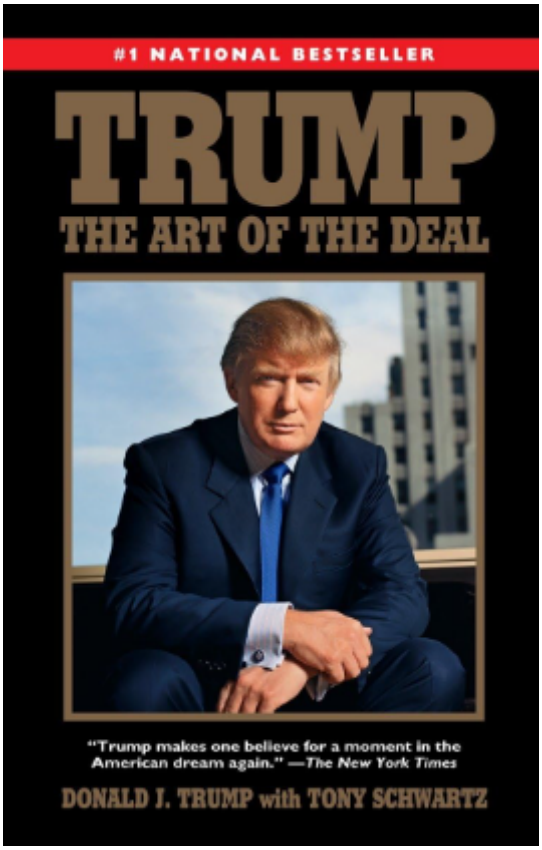
[40] 'A country on fire' : New poll finds America polarized over culture, race and 'woke'. (2023, 26 avril). NBC News.
[41] Douthat, R. (2025). Why Left and Right Can't Understand Each Other's Fears. The New York Times.
[42] Reyes, R., & Taer, J. (2024, 11 décembre). US immigration surge under Biden administration is biggest in US history — outpacing the days of Ellis Island. New York Post.
[43] Jones, J. M. (2024, 12 juillet). Sharply More Americans Want to Curb Immigration to U.S. Gallup.com.
[44] Scull, S. Clairé, P. Thay, W. (2024). Le bilan de Joe Biden.

faire en proposant un projet de société alternatif qui se construit autour d'une doctrine *America First*. Le pari a fonctionné puisque Donald Trump a repris la Maison-Blanche en novembre 2024.

LE TRUMPISME REPOND A CES AGGLOMERATIONS DE LUTTES : POUR RENDRE SA GRANDEUR AUX AMERICAINS

LA RECETTE DU SUCCES TRUMPISTE

Pour comprendre l'essence du trumpisme un retour aux sources s'impose. En effet, pour bien comprendre la vision de Trump, il faut remonter à la racine de sa pensée exposée dans son ouvrage sorti en 1987, "***Donald Trump : The art of the deal***". Ce livre incarne une véritable feuille de route pour naviguer dans la tête du 47e président américain et c'est justement cette logique qui est à l'origine de son succès économique mais aussi politique.



Source : Trump The Art of the Deal

Un premier élément expliquant le succès de Donald Trump est sa volonté de fer. C'est sa capacité à croire en lui, à vouloir absolument gagner et à réussir ce qu'il entreprend. En effet, le parcours politique de Trump est semé d'embûches qui en auraient fait plier plus d'un. En 2016, le milliardaire se présente en *underdog* dans la primaire républicaine et il remporte non seulement la primaire mais aussi, contre toute attente, l'élection présidentielle. Par la suite il perd en 2020 contre Joe Biden mais refuse de reconnaître sa défaite. Malgré la cabale médiatique et les procès il se représente à l'élection présidentielle de 2024 durant laquelle il échappe à une tentative d'assassinat en Pennsylvanie. Ainsi, comme Donald Trump le rapporte dans son ouvrage, il n'est pas motivé par l'argent mais par la passion de réussir ce qu'il entreprend :

« Je ne le fais pas pour l'argent. J'en ai assez, bien plus que je n'en aurai jamais besoin. Je le fais pour le plaisir. Les accords sont mon art. D'autres peignent magnifiquement sur toile ou écrivent de beaux poèmes. J'aime conclure des accords, de préférence des accords importants. C'est ce qui me procure du plaisir[45]*. »*

La deuxième force de Donald Trump est son intuition, ce qui fait que c'est un homme politique imprévisible capable de dire A et deux heures plus tard de dire B. Ce fonctionnement par intuition révèle son approche pragmatique de la politique qui est liée à son passé d'entrepreneur dans l'immobilier, comme l'illustrent les propos suivants :

« On ne peut pas faire preuve d'imagination ou d'esprit d'entreprise si l'on est trop structuré. Je préfère venir travailler chaque jour et voir simplement comment les choses évoluent[46]*. ».*

---

[45] Traduit de l'anglais: "I don't do it for money. I've got enough, much more than I'll ever need. I do it to do it. Deals are my art form. Other people paint beautifully on canvas or write beautiful poetry. I like making deals, preferably big deals. That's how I get my kicks."
Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.

[46] Traduit de l'anglais: "You can't be imaginative or entrepreunerial if you've got too much structure. I prefer to come to work each day and just see what develops".
Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.

Ce fonctionnement par l'intuition est une ligne directrice dans sa façon de faire de la politique. Un exemple est celui de la négociation de paix à Gaza où sa méthode était : d'abord on signe l'accord et nous verrons les détails de sa mise en œuvre plus tard[47]. Ce fonctionnement par intuition fait écho à deux autres paramètres qui expliquent le succès du trumpisme, étant une prise de décisions à la dernière minute et le fait de jouer « la carte du fou » pour que le rapport de force soit en sa faveur. Cela se matérialise notamment par une capacité à surprendre et à prendre des décisions drastiques allant contre toute attente. Comme lorsqu'il a ordonné de mener des frappes contre les infrastructures nucléaires iraniennes en juin 2025 ou capturer Nicolas Maduro en janvier 2026. Au niveau international, cela se traduit par l'instauration du rapport de force permanent tant avec ses adversaires qu'avec ses alliés. Plus globalement concernant sa politique étrangère, il met fin au multilatéralisme et impose ses idées unilatéralement sans consulter ses alliés traditionnels. Avec son intuition, il œuvre pour rééquilibrer l'intégralité des accords de partenariat en faveur des États-Unis. En s'opposant aux alliés traditionnels, il affirme haut et fort les revendications *America First*. Il revendique que les États-Unis ne doivent plus assumer le rôle de gendarme du monde. C'est pourquoi il demande par exemple aux Européens davantage contribuer au budget de l'OTAN.

De plus, son intuition fait de Donald Trump un *showman*, comme l'illustrent les rassemblements électoraux et prises de paroles en public qui sont rythmés par des blagues, des moqueries et des slogans politiques. Les exemples sont nombreux, comme le slogan *Make America Great Again* ou *Let's go Brandon* et ajoutons l'utilisation du surnom moqueur de *Sleepy Joe* qu'il a donné à l'ancien président Joe Biden.

La troisième force de Donald Trump est d'exagérer ou de surenchérir pour arriver à ses fins. Il fait écho à cette méthode dans "*The art of the deal*":

[47] Rogers, K. (2025). Trump's Approach on Gaza: Deal First, Details Later. The New York Times.

« *Ma façon de négocier est assez simple et directe. Je commence par en demander beaucoup, puis je continue à pousser, pousser et pousser encore pour obtenir ce que je veux*[48]. ».

L'Europe en a fait les frais de la méthode Trump dans les négociations commerciales. Pour faire pression sur les pays du Vieux continent, le président américain a brandi la menace de la guerre commerciale et des droits de douanes à 35% sur les produits européens, pour au final aboutir à un accord avec des droits de douanes de 15% sur les produits européens entrant sur le marché américain[49]. Cette capacité à surenchérir explique aussi son approche hyperprésidentielle du pouvoir où il préfère rester maître de la situation et négocier personnellement au nom de l'Amérique: *"It's never as good as doing it yourself*[50]*"*.

Ainsi, le trumpisme se démarque par le fait qu'il prône un pouvoir hyper-présidentiel ou une tendance « présidentialiste », loin des standards américains dans une époque qui le nécessite. Le pouvoir américain est divisé de manière égale en trois branches : l'exécutif (incarné par le Président), le judiciaire (incarné par la Cour Suprême) et le législatif (incarné par le Congrès). De même, chaque pouvoir est indépendant de l'autre, il n'y a pas de responsabilité partagée entre le législatif et l'exécutif (le président ne peut pas dissoudre le parlement et le gouvernement n'est pas responsable devant le parlement). Il s'agit du *"Checks and Balances"*. L'idée derrière cette configuration est d'éviter tout excès autoritaire. La marge de manœuvre du Président est donc limitée par la Constitution qui impose cette stricte séparation des pouvoirs. Le Président incarne l'exécutif et dirige l'armée, la diplomatie, il a le droit de veto sur les crimes fédéraux et également sur le législatif. Toutefois, Donald Trump a, lors de son premier mandat, exercé le pouvoir présidentiel autrement. Il est sceptique à l'égard du *principe des checks and balances,* comme l'illustre son

[48] Traduit de l'anglais: "My style of deal-making is quite simple and straightforward. I am very high, and then I just keep pushing and pushing and pushing to get what I am after."
Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.
[49] Chaaban, F. (2025, août 21). Droits de douane : l'UE et les États-Unis officialisent leur accord, les voitures et médicaments européens frappés par des taxes de 15%, comme le vin.
[50] Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.

importante utilisation des décrets présidentiels afin d'éviter de passer par le Congrès pour promulguer des lois[51].

Une quatrième force du trumpisme est son rejet de l'élite, une symbiose avec le peuple américain et une foi quasi religieuse en l'exceptionnalisme américain, comme l'illustre ce passage de son livre au sujet du succès de Sylvester Stallone, qu'il considère incarner l'esprit américain :

« Certains critiquent Stallone, mais il faut lui rendre justice. Je veux dire, voilà un homme qui n'a que quarante et un ans et qui a déjà créé deux des plus grands personnages de tous les temps, Rocky et Rambo. Pour moi, c'est un diamant brut, un génie purement instinctif. Il sait ce que le public veut et il le lui donne. J'aime penser que j'ai cet instinct. C'est pourquoi je n'engage pas beaucoup d'analystes et que je ne fais pas confiance aux études de marché sophistiquées. Je réalise mes propres études et tire mes propres conclusions[52]. ».

Donald Trump n'est donc pas un technocrate, politicien de carrière de Washington DC, et c'est justement ce qui a contribué à sa grande popularité dans la mesure où une partie des Américains sont en rupture avec la classe politique. À ce titre, le parcours de Donald Trump peut trouver des similitudes avec celui de Ronald Reagan, qui figure parmi les anciens présidents américains les plus populaires de l'histoire récente des États-Unis. Lors de sa victoire en novembre 2015, il n'avait exercé aucun mandat, ni concouru pour la moindre élection[53].

En outre, on retrouve la référence à l'instinct ou à une forme de providence qui semble habiter Trump dans d'autres passages du livre : *« D'après mon expérience, lorsque vous vous battez pour une cause en laquelle vous croyez, même si cela implique de vous aliéner certaines*

[51] Scull, S. Thay, W. Clairé, P. (2024). Le Monde selon Trump.
[52] Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.
[53] Scull, S. Thay, W. Clairé, P. (2024).

personnes en cours de route, tout finit généralement par s'arranger[54]*.* ». Cette citation traduit l'idée que Donald Trump est un homme de conviction qui se bat pour ce qu'il croit, à savoir défendre les intérêts des États-Unis d'Amérique.

Un cinquième facteur expliquant le succès du trumpisme est le « bon sens » qu'il prône[55]. Terminé les grandes idées se basant sur la *moralpolitk,* Trump est un réaliste et met tout en œuvre pour armer l'Amérique dans un monde multipolaire. D'un point de vue géopolitique, le début du XXIe siècle est marqué par un double phénomène, la restructuration du monde autour du conflit entre la Chine et les États-Unis d'Amérique et la renaissance des nations-empires. Sur le premier aspect, alors que depuis la chute du Mur de Berlin nous assistions à l'émergence d'un monde multipolaire, une nouvelle bipolarité s'est installée depuis l'émergence chinoise : celle entre la Chine et les États-Unis. La Chine est devenue un rival systémique cherchant à contester le *leadership* américain. Nous observons que cette situation relève du piège de Thucydide, soit qu'une puissance émergente cherche à supplanter la puissance dominante et cette dernière tente de l'en empêcher par tous les moyens. Or, la philosophie "*Make America Great Again*" développée par Donald Trump s'appuie sur cette idée que l'Amérique, empire en déclin, doit se réarmer pour survivre et maintenir son statut d'empire dominant, non pas seulement à des fins de domination du monde, mais au bénéfice de la population américaine[56].

Un sixième élément qui explique le succès du trumpisme est sa manière de communiquer et son hostilité à l'encontre des médias. En effet, Donald Trump a cassé avec les codes et privilégie la communication directe sur les réseaux sociaux. Il a utilisé les médias sociaux, notamment X-Twitter ou Truth Social, comme un outil essentiel de sa communication, attaquant ses adversaires et faisant des annonces fracassantes. Cela a changé la manière

---

[54] Traduit de l'anglais: "My experience is that you're fighting for something you belive in-even if it means alienating some people along the way - things usually work out for the best in the end."
Trump, D. (1987). Donald Trump: the art of the deal. Ballantine books.
[55] The White House. (2025). President Trump is Restoring Common Sense to Government.
[56] Scull, S. Thay, W. Clairé, P. (2024). Le Monde selon trump. Le Millénaire.

dont les présidents américains communiquent avec le public. Dans "*The art of the deal*", Trump affirme qu'il ignore la critique et qu'elle n'a que peu d'influence sur lui. Cela explique en partie sa relation vis-à-vis des médias et sa capacité de les ignorer et de minimiser leurs critiques, le plus souvent en les tournant à la dérision à travers le qualificatif de *fake news*.

Enfin le trumpisme pourrait être compris comme une sorte de gaullisme à la sauce américaine. Quelques parallèles peuvent être établis. On y retrouve le culte d'un chef incarnant une certaine idée de l'Amérique et de sa grandeur. La dimension du sacrifice est également perceptible. En effet, Donald Trump est un milliardaire qui aurait été en mesure de vivre une retraite paisible en Floride. Rien ne le prédisposait à affronter la tornade de la politique mais il l'a fait par une volonté de vouloir réformer l'Amérique à son image. De ce fait, comme De Gaulle à son époque qui voulait gérer le déclin de l'empire colonial français, Trump veut enrayer le déclin de l'empire américain en l'adaptant au rapport de force mondial du XXIe siècle. Toutefois, cette comparaison est à nuancer. De Gaulle avait une légitimité historique du fait de son rôle durant la Seconde Guerre mondiale que Trump n'a pas. Puis, De Gaulle avait une grande culture qui fait défaut à Trump, qui reste le produit de son époque et de sa société fortement influencée par le show-business et le culte de l'argent. Enfin, de Gaulle cherchait à rassembler au-delà des partis politiques, lorsque Trump reste un homme clivant qui n'hésite pas à humilier ses adversaires.

LA NOUVELLE IDEOLOGIE DU PARTI REPUBLICAIN ?

Pour savoir si le trumpisme incarne la nouvelle idéologie du Parti républicain, il est nécessaire au préalable de définir ce qu'est une idéologie. Il n'existe pas de définitions consensuelles et la définition du terme « idéologie » est encore aujourd'hui sujette à des débats académiques. John Gerring, J. dans *Ideology: A definitional analysis*, désigne une idéologie comme « *un ensemble d'éléments conceptuels liés entre eux, qui s'appartiennent les uns aux autres de manière non aléatoire*[57]. » La vision de John Levi Martin est un peu plus complète. Il perçoit la religion comme un élément normatif et en constante évolution dans la mesure où son objectif est d'incarner l'image verbale de la société idéale et comment la construire. De plus, les valeurs idéologiques sont combinées à des informations politiques pour former des opinions sur des sujets précis. Enfin, nous pourrions citer Karl Marx et Friedrich Engels pour qui l'idéologie est une organisation de croyances à un haut niveau d'abstraction[58].

En ce sens, si nous reprenons les définitions ci-dessus, **le trumpisme incarne la nouvelle idéologie du Parti républicain**. Premièrement, Donald Trump et ceux qui s'en réclament tentent de propager une vision de la société à travers des concepts qu'ils ont définis comme *America First*, *Make America Great Again*, *Peace through strenght* ou *Fake news media*, pour n'en citer que quelques exemples. Ces slogans, à première vue anodins, traduisent la vision du monde trumpiste qui est une opposition au politiquement correct, un nationalisme, le protectionnisme économique ou l'idée de vouloir renverser le déclin américain.

Le trumpisme est également une manière de percevoir les relations internationales. Trump rejette le multilatéralisme au profit du bilatéralisme, voire de l'unilatéralisme. C'est la vision selon laquelle Washington sera

[57] Gerring, J. (1997). Ideology: A definitional analysis. Political research quarterly, 50(4), 957-994.
[58] Martin, J. L. (2015). What is ideology?. Sociologia, Problemas e Práticas, (77), 9-31.

toujours plus puissant dans les relations bilatérales avec d'autres États. Le magazine Omerta illustre parfaitement cette nouvelle approche trumpiste des relations internationales à travers les phrases suivantes : « *Avec Trump il n'y a que l'incertain qui soit certain* » et « *Trump excelle dans l'art de jeter la confusion chez ses adversaires, mais aussi chez ses alliés*[59]». L'incarnation trumpiste du pouvoir n'est pas celle d'un homme d'État dans le sens classique du terme. Il ne respecte ni les institutions, ni les processus et il peine même à écouter les membres de sa propre administration. Ainsi, du point de vue politique, le trumpisme est un projet de société dans toutes les sphères, que cela soit l'économie, l'éducation, la sécurité, la politique étrangère, etc. C'est tout le poids de la vision qu'il incarne se résumant dans les slogans MAGA et *America First*. La dimension idéologique du trumpisme s'illustre par la manière dont Donald Trump a phagocyté le Parti républicain depuis qu'il a remporté la primaire en 2016. L'idéologie qui dominait le Parti depuis Ronald Reagan et jusqu'à George W. Bush n'était pas la ligne America First mais le néoconservatisme et le néolibéralisme. Le néoconservatisme, ou également surnommé les « faucons », était la vision selon laquelle l'Amérique devait exporter par la force la démocratie libérale, les valeurs américaines et le capitalisme dans le monde.

Les néoconservateurs estiment que les États-Unis d'Amérique ont un devoir moral de répandre la démocratie et les droits de l'homme. **Cette vision du monde a justifié la guerre en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003.** Sur le plan de la politique intérieure, le néoconservatisme défend des valeurs morales et religieuses et s'oppose aux politiques identitaires. Le néolibéralisme s'inspire de la Chicago School of Economics de Milton Friedman, de Walter Lippmann et de Friedrich Hayek qui prônaient un rôle de l'État minimal dont le rôle est de permettre au libre marché de s'étendre et de prospérer. C'est la vision d'un État invasif qui éduque la population au marché en prônant la compétition dans toutes les sphères de la vie. Le néolibéralisme est l'idéologie qui a mené à l'idée de la « mondialisation heureuse » depuis les années 1980. Cette ligne était incarnée par une droite

[59] Omerta. (2025). Iran, Syrie, Gaza. L'offensive des néoconservateurs.

américaine religieuse conservatrice de type libre-échangiste qui était incarnée par des personnalités comme Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou Lindsey Graham.

Le trumpisme se dissocie de cette droite américaine par son ancrage dans un national -conservatisme anti-woke. C'est la vision selon laquelle l'Amérique n'a pas pour vocation d'exporter la démocratie ou le capitalisme à l'échelle mondiale, mais d'enrayer le déclin au niveau national et de se préserver de la décadence morale en réarmant le pays. Cela en prônant un souverainisme économique, le retour du fait religieux, en luttant contre le wokisme et en gardant constamment en ligne de mire une politique allant dans l'intérêt des Américains et non pas d'intérêts particuliers, qu'ils soient religieux ou de classe. Cette ligne trumpiste America First et MAGA est incarnée par des personnalités comme J. D. Vance et Marjorie Taylor Greene. De ce fait, le trumpisme peut être perçu comme le prolongement du Tea Party dans sa dimension anti-establishment et son ambition d'ambitionner de révolutionner la société américaine.

Dans la logique trumpiste on identifie un culte du chef et une personnalisation du pouvoir autour de la personne de Donald Trump qui rompt avec les normes et les attentes présidentielles. Le deuxième mandat de Trump est rythmé par les volontés de transformation du président américain tant sur le plan de la politique que celui de l'incarnation du pouvoir. Il ordonne la démolition d'une aile de la Maison-Blanche pour construire une salle de bal, il ordonne d'afficher son nom sur le bâtiment gouvernemental du *John F. Kennedy Center for the Performing Arts,* la date d'anniversaire de Donald Trump est désignée comme jour férié avec entrée gratuite dans les parcs nationaux.

A première vue, ces transformations visant à faire l'éloge de Donald Trump peuvent apparaitre comme de simples détails, mais cela est trompeur. En cherchant à faire une auto-éloge de sa personne, Trump cherche à installer durablement son empreinte politique dans la vie des Américains.

En considérant ces éléments, le trumpisme reste une idéologie américaine et elle paraît difficilement exportable ailleurs dans le monde, mais nous reviendrons sur ce point plus tard.

RENDRE SA GRANDEUR A L'AMERIQUE PAR LE PROTECTIONNISME ET LA GUERRE COMMERCIALE

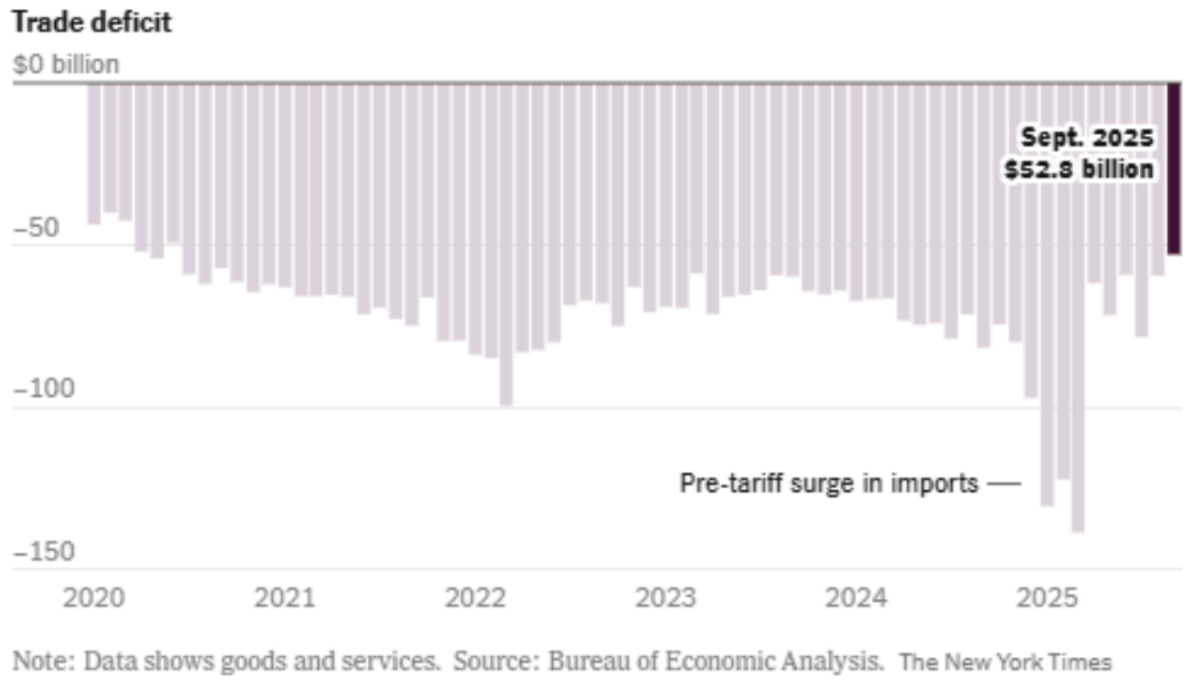
Il est impossible d'aborder le bilan de 10 années de trumpisme en politique sans traiter du protectionnisme et de la guerre commerciale menée par le président des États-Unis d'Amérique. Nous l'avons répété, Donald Trump incarne un changement d'ère dans l'architecture de l'économie mondiale. Avec ses politiques protectionnistes et ses guerres commerciales, il acte la fin de la mondialisation néolibérale et confirme l'entrée dans l'ère de la politique de puissance où l'économie est une arme au service du politique.

Au-delà du caractère disruptif de la politique économique de Trump, une focale sur l'évolution de la stratégie économique au pays du capitalisme nous semblait indispensable. Car c'est bien le thème qui occupe une place prépondérante dans la politique américaine et l'économie peut faire et défaire la popularité d'un président. C'est sur le levier économique que repose l'identité, la grandeur et la puissance américaine. Dans les paragraphes suivants, nous allons tenter de comprendre : pourquoi Trump renonce au consensus de Washington ? Quelle est sa vision de la future architecture économique mondiale ? Pourquoi s'obstine-t-il à mener une guerre commerciale et une politique protectionniste qui sur le court terme pénalise le pouvoir d'achat de ses électeurs ?

La séquence historique 1990-2017 incarne une phase d'hypermondialisation, celle du rêve de sociétés occidentales « d'entreprises sans usines », c'est-à-dire des délocalisations massives vers des pays à bas coûts de production. Avec l'arrivée de Donald Trump en 2017, cette vision libre-échangiste de l'économie mondiale est rayée de la carte. Il perçoit ce logiciel comme délétère face à la réalité du rapport de force mondial, qui n'est plus en faveur des États-Unis. Pour Washington, cette trajectoire économique a favorisé le décrochage économique et technologique par rapport à la Chine mais aussi le déficit commercial et l'endettement financier des Etats-Unis d'Amérique. Il s'agit de se réarmer

économiquement en sécurisant les sources d'approvisionnement et en favorisant le "*Made in America*".

La politique protectionniste, de Donald Trump fait office de cercle protecteur autour de l'économie américaine. En septembre 2025, cette approche semble porter ses fruits. Les droits de douane ont réduit le déficit commercial, qui est tombé à son plus bas niveau en cinq ans après l'imposition par le président de droits de douane mondiaux généralisés lors du "*Libération day*"[60].



Source : The New York Times

La politique protectionniste et la guerre commerciale ne font pas l'unanimité au sein de la population américaine. Elle est critiquée en interne comme étant la source de l'inflation et de l'inquiétude des Américains qui n'arrivent pas à percevoir le *Golden Age of America* tant promis par Donald Trump. Cela risque de lui coûter cher aux élections de mi-mandat 2026. Selon un sondage, **la cote de popularité de Trump en matière économique atteint un creux à 36 %[61].**

[60] Swanson. A. (2025). Tariffs Shrank Trade Deficit in September, New Data Show. The New York Times
[61] Montanaro, D. (2025). Trump's economic approval hits a new low at 36 % , poll finds. NPR.

LE BILAN D'UNE DECENNIE DE TRUMPISME

Cette partie sur le bilan politique d'une décennie de trumpisme a pour objectif de saisir les changements profonds que ce courant politique a insufflé à l'Amérique dans une perspective historique. La révolution MAGA va très certainement hisser Trump au rang des présidents américains incontournables de l'histoire au même titre que Ronald Reagan, Franklin Delano Roosevelt et Abraham Lincoln. Certains historiens qualifient déjà Donald Trump de « président transformateur » comme l'a été Franklin Delano Roosevelt à son époque.

Un président transformateur se distingue par une capacité à remodeler la politique en instaurant de nouvelles règles du jeu pendant les décennies à venir. À son arrivée au pouvoir en 1932, Roosevelt a rompu avec le dogme de l'époque qui reposait sur la dérégulation et un Etat minimal. Roosevelt a fait rentrer l'Amérique dans une ère keynésienne avec le « ***New Deal*** » et il a révolutionné la communication politique avec ses allocutions radio appelés les « *fireside chats* ». À l'instar de Roosevelt, Donald Trump a rompu avec le dogme de notre époque en faisant rentrer l'Amérique dans l'ère MAGA et en privilégiant la communication directe avec les Américains sur les réseaux sociaux[62]. L'objet de cette partie est d'analyser en quoi Donald Trump incarne ce président transformateur.

[62] Peck, J. (2025). Donald Trump Is What Some Historians Call a 'Transformative President'. Time.

LE BILAN EN POLITIQUE INTERIEURE

Pour bien comprendre le bilan de 10 ans de politique intérieure trumpiste, il est nécessaire d'identifier le fil conducteur qui conditionne les actions, les décisions et la pensée de Donald Trump. Ce fil conducteur est la politique *America First* et MAGA. La raison pour laquelle Donald Trump s'est lancée dans la primaire républicaine de 2015 est son désarroi face à une Amérique en déclin qui se fait exploiter par le monde entier. Les Européens font office de passagers clandestins pour bénéficier du parapluie sécuritaire américain sans payer ou la Chine qui « arnaque » les Etats-Unis d'Amérique sur le plan commercial.

De ce fait, l'objectif de Trump est de rendre à l'Amérique une grandeur perdue sur le plan de la politique intérieure et extérieure car pour lui les deux sont indissociables, la politique extérieure doit être un levier qui permet d'améliorer la condition des Américains sur le plan de la politique intérieure. D'où l'obsession trumpiste de vouloir conclure des *deals* bilatéraux à l'avantage des États-Unis d'Amérique.

Le second mandat de Donald Trump est un accélérateur de la doctrine America First. Sur le fond il ne se distingue pas beaucoup de son premier mandat à la différence que cette fois-ci **les contre-pouvoirs entravent difficilement l'offensive idéologique des républicains MAGA** dans la mesure où ils détiennent le pouvoir executif (la présidence), législatif (le Congrès) et judiciaire (6 juges sur 9 de la Cour suprême sont conservateurs).

Néanmoins, **des résistances aux actions trumpistes s'organisent à travers le pays au niveau des fédéral, des Etats et local**. Jérôme Powell, président de la FED a publiquement dénoncé les pressions qu'il subit de la part de l'administration Trump afin de baisser les taux d'intérêts pour inciter à la consommation et relancer l'économie. Au niveau des Etats c'est par exemple le gouverneur de Californie Gawin Newson qui est devenu un des principaux opposants à Donald Trump, il a notamment grandement critiqué le déploiement de la garde nationale dans la ville de Los Angeles en juin 2025.

Les gouverneurs de l'Oregon et de l'Illinois ce sont aussi opposés à ce déploiement de la garde nationale ordonné par Donald Trump. Pour contrer cette mesure de Trump, ils ont dû amener l'affaire à la Cour suprême des Etats-Unis qui a jugé que le président n'avait pas les arguments légaux pour ordonner un tel déploiement. En octobre 2025, un juge a été obligé de bloquer le déploiement de la garde nationale dans la ville de Portland après que le procureur général de l'Oregon a intenté une action en justice en septembre contre l'administration afin de mettre fin au « déploiement illégal » de troupes de la garde nationale dans la ville.

Ainsi, le second mandat de Trump n'est pas seulement une répétition de son premier mandat, il est plus radical à certains égards. Il ne se contente pas de gouverner, il semble entreprendre une révolution idéologique. Sa mainmise sur les institutions lui permet de dérouler sa politique sans grande résistance institutionnelle grâce au véritable **trifecta** de novembre 2024 qui lui a permis de sécuriser la Maison-Blanche, le Sénat et la Chambre des représentants. Sans omettre la complicité d'une Cour suprême à majorité conservatrice qui lui permet d'incarner une présidence sous stéroïdes. Dans les prochains paragraphes, nous énumérons les principaux chantiers trumpien en termes de politique intérieure depuis 10 ans.

Économiquement, Donald Trump dérégulé au niveau national selon la doctrine du ruissèlement. C'est une théorie économique selon laquelle les avantages accordés aux plus aisés ou aux entreprises finissent par « ruisseler » vers les couches les plus pauvres de la population. L'idée est que si les entreprises et les plus aisés disposent de plus de ressources, ils investissent davantage, créent des emplois et stimulent la croissance économique, ce qui profite *in fine* à tous.

En 2017 Trump a adopté une baisse d'impôts historique, le ***Tax Cuts and Jobs Act***. Le taux d'imposition fédéral des entreprises est passé de 35 % à 21 %, une réduction historique visant à stimuler l'investissement et la compétitivité des entreprises américaines. En 2025, Donald Trump a prolongé cette baisse d'impôts avec le « *One Big Beautiful Bill Act* » (OBBA)

avec une prolongation permanente des baisses d'impôts de 2017. C'est-à-dire que les réductions fiscales initialement temporaires jusqu'à fin 2025, sont rendues permanentes. Un autre obstacle au plein pouvoir économique américain que Trump a fait sauter est la régulation environnementale. Pour le président américain, cette dernière est un frein à la superpuissance américaine qui par ailleurs la fragilise dans sa rivalité avec la Chine. En ce sens, Trump a signé plusieurs décrets pour relancer l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, avec le slogan « ***Drill, baby, drill*** ». **Un décret présidentiel du 14 février 2025 a créé le « National Energy Dominance Council », chargé de conseiller Trump sur la manière de développer l'énergie américaine.** De son côté, l'Agence de protection de l'environnement (***Environnemental Protection Agency***) a vu son budget et ses effectifs fortement réduits.

Il est pertinent de préciser que la politique économique de Donald Trump contient une dimension paternaliste et une volonté de redistribution de la richesse américaine. Le OBBA contient la création des « ***Trump Accounts*** ». Il s'agit des comptes d'épargne gouvernementaux dotés de 1 000 $ pour chaque enfant né entre 2025 et 2028, investis en bourse et accessibles à 18 ans. Parmi d'autres mesures paternalistes ou redistributives proposées par Trump **il y a le versement de 2 000 dollars aux Américains sous la forme d'un « dividende tarifaire », provenant des droits de douane prélevés sur les produits étrangers.** De plus en 2025, il a offert **une aide de 12 milliards de dollars aux agriculteurs touchés par la guerre commerciale qu'il a notamment déclenchée avec la Chine**[63].

A l'inverse, au niveau international Trump suit la logique de l'Etat stratège. Il favorise la protection des intérêts économiques américains dans un monde où prime le rapport de force. La vision trumpiste de l'architecture économique mondiale s'inscrit dans la vision du Général de Gaulle, « *Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ». Pour défendre les intérêts économiques des Etats-Unis, Donald Trump n'hésite pas à déclarer la guerre commerciale. Car pour Trump est un la fin justifie les moyens.

[63] Olorunnipa, T. (2025). Trump's 2026 resolution : Give people money. *The Atlantic*.

Dans le rapport du Millénaire sur la guerre commerciale de Trump, nous expliquions que le plan commercial « *America First* » visait à remplacer le système de Biden, qui punit les producteurs nationaux tout en récompensant ceux qui délocalisent selon Trump. Ce système pro-américain a introduit des tarifs de base universels sur la plupart des produits étrangers, favorisant ainsi la production nationale tout en taxant les entreprises étrangères. Au lieu d'augmenter les impôts sur les producteurs américains, Trump impose des tarifs sur les producteurs étrangers grâce à un système de tarifs de base universels sur la plupart des biens importés. Pour Trump, ces politiques ont permis de protéger certains secteurs stratégiques et ont conduit à une résurgence de l'industrie manufacturière américaine, mais également l'industrie d'avenir comme l'Intelligence artificielle.

Plus particulièrement, **la guerre tarifaire entre les États-Unis et la Chine a marqué un tournant majeur dans la politique commerciale américaine sous l'administration Trump**. Depuis son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, la Chine est jugée par un certain nombre de pays membres comme usant de pratiques commerciales déloyales à travers des conditions d'accès strictes au marché chinois ainsi qu'une manipulation du marché des devises pour soutenir ses exportations. Selon le Parti républicain, les plans de Trump permettront de ramener des millions d'emplois américains et de générer des trillions de dollars de nouvelles richesses pour renforcer la société américaine. Les tarifs de Trump seront au cœur d'une nouvelle Initiative Stratégique Nationale de Fabrication qui rééquilibrera le système commercial mondial et qui a vocation à renforcer considérablement l'Amérique.

Ainsi, la grande révolution qu'apporte l'idéologie trumpienne réside dans la relation entre la politique et l'économie, c'est ce que les analystes surnomment les *Trumponomics*. C'est l'idée selon laquelle il faut déréguler l'économie au niveau national pour rendre à l'Amérique sa compétitivité et pour que le pays attire les investissements étrangers. Puis, au niveau

international, il s'agit de **faire payer, par des droits de douanes, les entreprises étrangères qui ne relocalisent pas aux Etats-Unis**. L'objectif est de rendre la première option, celle d'investir aux Etats-Unis, plus rentable pour une entreprise que l'exportation de biens vers le sol américain.

Cette approche nous illustre qu'avec Trump, c'est le politique qui domine l'économique et non l'inverse, comme le décrypte **Claude Revel** dans la tribune du Figaro : « **L'alliance entre Trump et les Big Tech marque une évolution majeure du patriotisme économique américain** ». Cette alliance marque une évolution majeure du patriotisme économique américain avec des « élites » de la Silicon Valley qui soutiennent la révolution MAGA alors qu'auparavant elles étaient libertariennes. Comme l'illustrent les personnages de Peter Thiel et d'Elon Musk, qui sont de fervents soutiens au projet de révolution conservatrice. La relation de Donald Trump avec le monde économique est comparable à celle de Vladimir Poutine qui, à son arrivée au pouvoir, a conditionné les oligarques russes à constamment privilégier l'intérêt supérieur de la nation lorsqu'ils font des affaires.

Toutefois, depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, le ressenti au niveau des ménages et des consommateurs ne reflète pas le même enthousiasme. The Hill rapporte qu'un sondage réalisé à la fin novembre, montre que **36 % des Américains approuvent la gestion de l'économie par Trump, contre 51 % dans un sondage publié début mars**[64]. Les ménages voient mal l'obligation de supporter le coût des droits de douane sur une grande partie des importations américaines. Pour de nombreux ménages, cela s'est traduit par une hausse des prix, réduisant ainsi leur pouvoir d'achat réel.

Pour Trump, la mauvaise stratégie économique n'est pas la seule source du déclin américain, il est également moral et spirituel. Lors de son premier mandat, Trump a incarné un retour des valeurs religieuses et conservatrices dans la société américaine à travers un christianisme assumé et nationaliste. Son retour à la Maison-Blanche en 2025 a engendré une mobilisation conservatrice inédite avec au premier plan des figures de la droite

[64] Fortinsky, S. (2025). Trump approval on economy down 15 points since March: Poll. The Hill.

américaine comme Tucker Carlson, ancien journaliste de Fox News devenu l'un des podcasteurs conservateurs les plus influents des Etats-Unis, Joe Rogan ou le défunt Charlie Kirk qui alimentent une révolution conservatrice et religieuse.

En effet, au sein de la première et de la seconde administration Trump, religion et politique ne font qu'un, comme l'illustre l'apparition de Marco Rubio à la télévision le 6 mars 2025 avec une croix de cendre sur son front en référence au « Mercredi des Cendres ». **Ce christianisme MAGA a pour objectif de purifier la culture américaine en l'expiant de ses péchés par une transformation de la politique américaine.** En d'autres mots, c'est faire évoluer le pays d'une démocratie libérale à une démocratie où la chrétienté occupe une place prépondérante et assumée.

Ainsi, pour rechristianiser l'Amérique et la sauver de la décadence morale et spirituelle, Donald Trump lui en donne les moyens. **En 2025 il a créé un bureau de la foi à la Maison Blanche par décret.** Ce bureau fait partie du Conseil de politique intérieure et sa mission est de coordonner les actions avec les agences fédérales, consulter les dirigeants des communautés religieuses, soutenir les organisations confessionnelles et promouvoir la liberté religieuse. Le bureau aide également les organisations confessionnelles à but non lucratif à obtenir des subventions gouvernementales et les conseille sur la manière de réduire les contraintes réglementaires pesant sur les communautés religieuses[65]. En complément, Trump a également créé par décret une Commission pour la liberté religieuse qui a pour fonction de lutter contre la discrimination financière des groupes religieux, de promouvoir le droit des parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles religieuses et la prière et l'enseignement religieux dans les écoles publiques[66].

Dans son objectif de réarmement moral des Etats-Unis, Trump a fait de la refonte du système éducatif américain un cheval de bataille et il frappe fort.

[65] The White House. (2025). FacT Sheet : President Donald J. Trump establishes White House Faith Office.
[66] The White House. (2025). *Establishment of the Religious Liberty Commission*.

Dès le 20 janvier 2025, le premier jour de son deuxième mandat, Trump a signé le décret 14151 pour mettre fin à tous les programmes de « diversité, équité, inclusion et accessibilité » au sein du gouvernement fédéral[67]. Quelques jours plus tard, **le 29 janvier 2025, Trump a signé le décret 14190 pour mettre fin à l'endoctrinement radical dans l'enseignement primaire et secondaire**. Ce décret interdit aux écoles primaires et secondaires d'enseigner ce que l'administration qualifie de contenu « anti-américain ou subversif », notamment « l'idéologie du genre » et la « théorie critique de la race »[68]. Trump a signé un autre décret ordonnant au secrétaire à l'Éducation de « prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la fermeture » du ministère américain de l'Éducation, afin de redonner plus de contrôle aux États et aux collectivités locales. Toutefois, cette idée ne vient pas de Donald Trump, les républicains réclament la suppression de cette agence depuis sa création en 1980, la considérant comme un symbole de la bureaucratie excessive, du gaspillage et de l'ingérence fédérale.

Le président Trump a également accentué la répression politique en augmentant les pressions sur les campus par une limitation de la liberté académique, avec des enquêtes fédérales ciblant les chercheurs et enseignants accusés de promouvoir des idées « gauchistes » ou « anti-américaines ». Son administration menace régulièrement de retrait de financements fédéraux pour les universités qui ne se conforment pas à ces directives. Si Trump se montre intransigeant à l'encontre des établissements publics, c'est pour prôner la « liberté d'enseignement ». Il a donné aux parents plus de pouvoir dans le choix de l'école de leurs enfants, qu'elle soit publique, privée ou sous contrat ou confessionnelle[69].

L'enrayement du déclin américain passe également par un contrôle strict de l'immigration illégale que Donald Trump perçoit comme une menace contre l'*American way of life* qu'il veut préserver. L'immigration était une des

[67] The White House, *Ending radical and wasteful government DEI programs and preferencing*, 2025
[68] The White House, Removing Discrimination and Discriminatory Equity Ideology From the Foreign Service, 2025
[69] Smith – Schoenwalder. (2025). Tracking Trump's Crackdown on Higher Education. US News.

préoccupations principales lors de la dernière élection présidentielle. En effet, **en 2023 le nombre d'immigrants illégaux vivant aux États-Unis d'Amérique était estimé à 13,7 millions de personnes**[70].

Lors de son premier mandat Donald Trump avait fait de la lutte contre l'immigration un de ses sujets prioritaires. Le « ***Muslim ban*** » en avait été l'illustration par excellence. Lors de ce second mandat, l'administration Trump n'y va toujours pas de main morte. Épaulé par le "Raspoutine de la Maison-Blanche", son conseiller à la sécurité intérieure Stephen Miller, ils entendent renverser la doctrine migratoire afin de privilégier les populations victimes de racisme antiblanc.

Dès le premier jour de son retour au pouvoir, Trump a déclaré l'état d'urgence nationale à la frontière sud des États-Unis, qualifiant l'immigration clandestine d'« invasion ». Il a **militarisé la frontière en déployant des ressources militaires et la Garde nationale pour soutenir le contrôle des frontières**. Dans l'arrière-pays américain, ce sont les opérations de l'ICE (*United States Immigration and Customs Enforcement)* qui sont plus agressives avec des arrestations dans des écoles, des hôpitaux et des lieux de culte, qui étaient préservés.

Du point de vie la légalité, **Donald Trump a réinstauré la pratique du *Remain in Mexico*, forçant ainsi des demandeurs d'asile à faire leur demande depuis le Mexique et non depuis le territoire américain**. Autre fait marquant : l'administration républicaine a coopéré avec le Salvador pour y emprisonner des immigrés appartenant à des gangs. Plus précisément en mars et avril, **l'administration Trump a pris la décision extraordinaire d'expulser 252 hommes vénézuéliens soupçonnés de faire partie du gang Tren Agua.**

En juin 2025, le président américain a également fait paraitre une « proclamation » stipulant que, pour des raisons de sécurité nationale, une restriction d'entrée sur le territoire américain est appliquée aux citoyens de

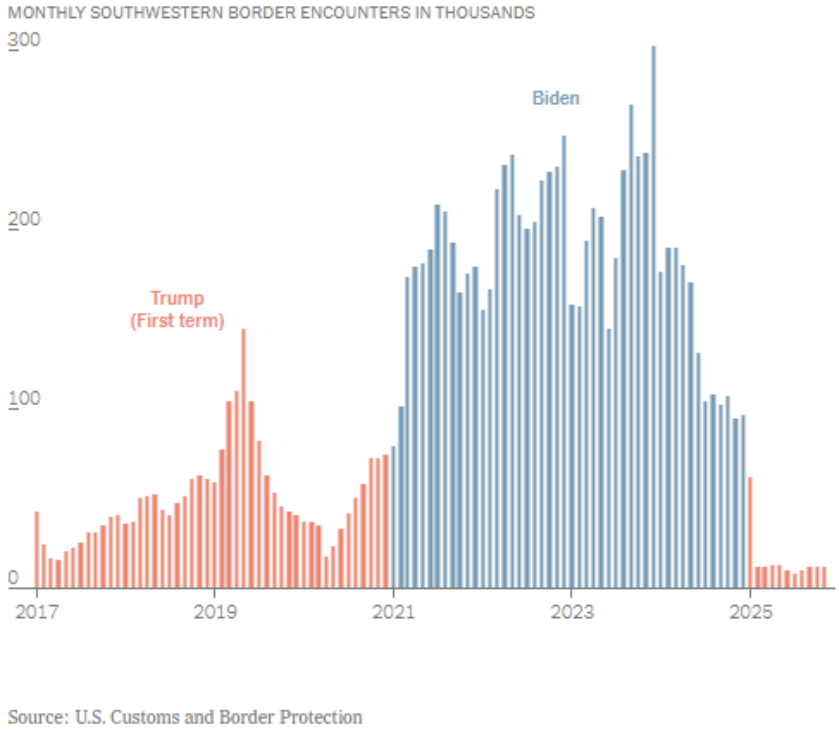
[70] Migration Policy Institute. (2023). Unauthorized Immigrant Population Profiles.

12 pays, dont l'Afghanistan, l'Iran et le Yémen. Nous pourrions qualifier cela d'une forme de « ***Muslim Ban 2.0*** », bien que la restriction d'entrée sur le territoire américain ne se limite pas cette fois-ci à des pays musulmans.

En outre, Trump est allé jusqu'à s'attaquer au sacrosaint 14e amendement qui octroie la citoyenneté américaine à toute personne née sur le territoire américain. À travers **le décret 14160, Trump entend limiter l'accès à la citoyenneté aux enfants nés sur le territoire américain de parents n'ayant pas la citoyenneté**. À son arrivée au pouvoir en janvier 2025, l'administration conservatrice s'était mis la barre haute en souhaitant expulser 1 million d'immigrés par an. **En octobre 2025 le *U.S. Department of Homeland Security* annonçait avoir expulsé 527, 000 clandestins du territoire américain**. Toutefois, cette lutte agressive contre l'immigration ne fait pas l'unanimité. Le Pew Research Center rapporte que de nombreux Américains désapprouvent plusieurs des mesures en matière d'immigration. Les mesures prises par l'ICE visant à multiplier les descentes dans les lieux de travail où des personnes en situation irrégulière aux États-Unis pourraient être employées bénéficient d'un soutien légèrement plus important. Néanmoins, **les personnes désapprouvant (54 %) ces descentes sont plus nombreuses que celles qui les approuvent (45 %)[71].**

Ce durcissement de la politique migratoire a porté ses fruits comme l'illustre le graphique ci-dessous. On note une chute vertigineuse par rapport au mandat de Joe Biden du nombre d'arrestations à la frontière sud des Etats-Unis d'Amérique.

[71] Pew Research Center. (2025). Views of the Trump administration's immigration policies.



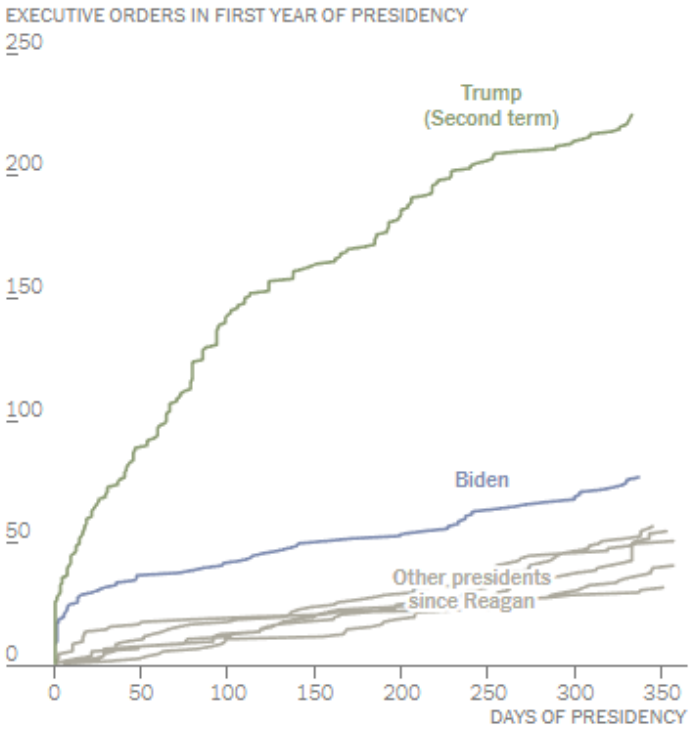
Source : U.S. Customs and Border Protection, reprise du New York Times

Par son approche unilatérale et son refus de faire des compromis, Trump est accusé d'autoritarisme. Principalement en raison de ses propos, de ses méthodes de gouvernance et de certaines mesures qui affaiblissent les contre-pouvoirs démocratiques.

A la fin de son premier mandat, **il y a eu la célèbre attaque contre le Capitol du 6 janvier 2021, qui a confirmé la dimension révolutionnaire du mouvement MAGA**. Nous pouvons aussi citer les attaques régulières à l'encontre des médias, des juges, des universitaires et des fonctionnaires. Donald Trump les qualifiant d'« ennemis du peuple » ou d'agents du « *deep state* » (État profond). Sa méthode de gouvernance est également en rupture avec ses prédécesseurs. Donald Trump nomme ses ministres sur la base de la loyauté et non de la compétence, comme l'illustre la nomination de Pete Hegseth, présentateur Fox News à la tête du ministère de la Guerre.

Pour lutter contre les manifestations qui dénoncent sa politique immigrationniste restrictive, Donald Trump n'a pas hésité à déployer l'armée ou les forces de l'ordre pour réprimer ses opposants à sa

politique. Outre l'emploi de la force, Donald Trump privilégie d'user du pouvoir présidentiel pour diriger le pays en déclarant des urgences nationales et en signant des décrets exécutifs. En décembre 2025, **il est estimé à 221 le nombre de décrets signés par Donald Trump**[72]. Selon le Figaro, Donald Trump a signé plus de décrets présidentiels en moins d'un an que durant tout son premier mandat de 2017 à 2021 (220 décrets)[73]. Comme l'illustre le graphique ci-dessous Donald Trump se démarque de ses prédécesseurs en termes de décrets publiés lors de la première année du mandat présidentiel.



Source : Federal Register, reprise du New York Times

Une autre ambition de réforme qui vient soutenir l'idée selon laquelle Donald Trump prend un virage autoritaire est au sujet du vote. Depuis des années, il souhaite la mise en place de machines à voter électroniques, l'utilisation de bulletins de vote papier et le dépouillement manuel. Car à l'heure actuelle l'organisation du vote est une prérogative étatique et non

[72] *Executive orders*. Federal Register, 2025.
[73] Marion, G. États-Unis : Donald Trump a signé plus de décrets présidentiels en moins d'un an que durant tout son premier mandat. *Le Figaro*, 2025.

fédérale et par conséquent les règles pour voter diffèrent en fonction des États. Par exemple, pour voter au Tennessee, il est nécessaire de se munir d'une carte d'identité avec photo, tandis qu'en Californie ce n'est pas le cas. Ainsi, **Trump veut uniformiser le système électoral pour minimiser le risque de fraude**. Cependant, les élections fédérales sont administrées au niveau des États et par conséquent Trump risque de manquer de leviers pour faire valoir sa position.

Par conséquent, les détracteurs de Donald Trump dénoncent un abus de pouvoir de la part d'un président qui admire ouvertement les monarques et les dirigeants autoritaires. Néanmoins, **Trump ne semble pas s'en soucier et il n'a jamais laissé penser qu'il allait incarner le parfait démocrate sur le modèle de Woodrow Wilson**. À la différence de ce dernier, l'objectif de Donald Trump n'est pas de promouvoir la démocratie et le libéralisme aux quatre coins de la planète, mais d'enrayer le déclin américain en rendant à son pays sa grandeur. C'est ce qui explique son manque d'intérêt pour les postures démocratiques. Trump est un homme d'action, il a été élu au suffrage universel et il a quatre ans pour mener à bien ses promesses et faire entrer l'Amérique dans le Golden Age tant attendu.

Le bilan de 10 ans de Trump sur la santé est marqué par des décisions radicales et controversées. En 2020, la position de Donald Trump sur le Covid-19 a été marquée par des minimisations répétées de la gravité de la pandémie, des messages contradictoires, et une gestion controversée de la crise. Il a sous-estimé la gravité du virus en réduisant le Covid-10 à une grippe il s'est opposé aux recommandations sanitaires. Trump a remis en cause les conseils des *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) et du Dr Anthony Fauci, notamment sur le port du masque et la distanciation sociale.

Lors de son second mandat, Trump est resté sur cette ligne « antisystème » dans le domaine de la santé. Elle est marquée par la nomination de Robert F. Kennedy Jr. à la tête du ministère de la Santé. C'est une figure connue pour ses positions antivaccins et cette nomination a renforcé les politiques sceptiques envers la vaccination, notamment contre la grippe et d'autres

maladies infectieuses. De fil en aiguille, **Trump a affaibli les agences fédérales à travers le DOGE, en réduisant les effectifs et les budgets des agences comme *Centers for Disease Control and Prevention*.**

Donald Trump s'est aussi attaqué au dossier épineux **du Medicaid et Medicare**, s'opposant à l'idée d'une couverture publique universelle. Il a rajouté les exigences de travail pour bénéficier de Medicaid, limitant l'accès aux soins pour une partie de la population. De plus, il pousse pour une plus grande flexibilité des États dans les programmes Medicaid[74]. Cette offensive à l'encontre du Medicaid et du Medicare a justement été une des sources du *shutdown* de 44 jours du gouvernement fédéral, le plus long de l'histoire américaine. Les démocrates voulaient une prolongation des subventions d'assurance maladie arrivant à expiration qui touchent environ 24 millions d'Américains[75]. Sur le sujet du coût des médicaments, Trump s'oppose au dogme de la main invisible sur cette industrie. En effet, c'est un opposant à la loi du marché dans l'estimation des prix des médicaments. Lors de ce second mandat, **Trump ambitionne d'aligner les prix des médicaments aux États-Unis sur ceux pratiqués dans d'autres pays développés**. C'est ce qu'il appelle la tarification « de la nation la plus favorisée ».

De surcroît, Trump a également mené une offensive idéologique contre les pratiques woke dans le domaine de la santé. A travers le décret 14187 où il qualifie les soins de changement de sexe pour les mineurs de « mutilation chimique et chirurgicale » et ordonne au HHS de limiter la couverture d'assurance dans le cadre de Medicare, Medicaid et *Affordable Care Act*.

Après 10 ans d'influence de politique trumpiste, l'Amérique est en passe de changer de visage avec une politique économique mêlant dérégulation, renationalisation et protectionnisme. Trump adopte une politique migratoire stricte et qui privilégie une population fortunée et blanche ainsi qu'une révolution religieuse et conservatrice sur le plan des valeurs.

[74] Accordion. (2024). 10 key impacts of the next Trump presidency on healthcare | Accordion.
[75] Zurcher, A. (2025, 14 novembre). Is the US government shutdown over, and why did it happen ?

LE BILAN EN POLITIQUE EXTERIEURE

En politique étrangère Trump aura grandement influencé la diplomatie américaine tant sur le fond que sur la forme. Elle a souvent été décrite comme **impulsive et dominatrice**, cherchant à affirmer la puissance américaine de manière unilatérale. Cela a conduit à des tensions avec plusieurs partenaires internationaux et a marqué un changement dans la manière dont les États-Unis interagissent avec le reste du monde.

Nous l'abordions déjà dans le rapport du Millénaire sur l'avenir de l'OTAN sous Trump, durant son premier mandat (2017-2021), il n'a cessé de critiquer les membres de l'OTAN pour ce qu'il considérait comme un partage inéquitable des responsabilités. Au cœur de ses reproches figurait **le non-respect par plusieurs membres de l'objectif de consacrer 2 % de leur PIB à la défense, fixé lors du sommet de l'OTAN en 2014**. Trump qualifiait ces nations de « mauvaises payeuses » et estimait que les États-Unis supportaient de manière disproportionnée les charges financières et stratégiques de l'alliance. A la différence de ses prédécesseurs, Donald Trump condamne la protection militaire accordée à titre gracieux par l'Amérique à ses alliés. Ces critiques culminèrent lors du sommet de l'OTAN en 2018, marqué par des tensions et des menaces implicites de retrait américain. La doctrine « *America First* », pierre angulaire de son premier mandat, reste au cœur de sa vision du monde. Sa campagne a mis l'accent sur une politique étrangère visant à garantir des bénéfices tangibles pour les Américains, ce qui laisse entrevoir une relation plus transactionnelle avec les alliés de l'OTAN. Cet exemple de l'OTAN illustre le pivot américain vers une politique étrangère marquée par la *realpolitik* plutôt que le multilatéralisme. Ainsi, Trump aura durablement changé la relation américaine au monde en rompant ou faisant évoluer la relation des Etats-Unis d'Amérique avec leurs alliés traditionnels.

En effet, Trump est un réaliste qui a compris que l'architecture mondiale est aujourd'hui multipolaire et que l'époque de l'unilatéralisme américain des années 1990 est révolue. En ce sens, il a compris qu'il ne doit pas

chercher à exporter le modèle américain de démocratie libérale capitaliste, mais au contraire accepter la réalité mondiale telle qu'elle est et composer avec afin qu'elle aille dans le sens des intérêts américains. Il a compris que le 21ème siècle sera marqué par un retour des Etats-puissance et d'un monde marqué de la guerre de tous contre tous.

Selon la théorie du réalisme offensif de **John Mearsheimer**, dans le système international les Etats sont en compétition pour maximiser leur pouvoir. L'objectif ultime d'un Etat est de dominer le système international. Donald Trump l'a bien intériorisé en incarnant une rupture avec la *moralpolitik* des Démocrates et du conservatisme d'obédience reaganienne. Trump rompt avec le Parti républicain de Reagan dans la mesure où le Parti républicain a mis de côté les idéaux nobles tels que la démocratie et la moralité au profit d'une politique plus machiavélique. Sous Reagan le Parti républicain se définissait comme le parti du libre-échange. Or, il mène aujourd'hui une guerre commerciale protectionniste massive.

Dans *La « doctrine Trump » à l'international : l'Amérique contre le reste du monde ?*, Alexis Pichard explique que Trump incarne une troisième voie dans la politique étrangère américaine qui concilie idéalisme et bon sens pratique qui se décline en trois axes majeurs. Le premier étant **la primauté des intérêts américains**. Le second étant **la garantie d'une force de frappe et une préparation militaire maximale pour la promotion des intérêt américains**. Le troisième axe étant **d'engager l'Amérique dans une guerre uniquement si elle est en mesure de gagner et d'en ressortir plus puissante**. Trump use de la force américaine de manière pragmatique afin d'imposer le respect à ses ennemis mais aussi à ses partenaires. Cet usage du rapport de force lui permet de littéralement forcer la main dans la renégociation des traités et accords multilatéraux qu'il juge défavorables à l'économie du pays[76]. C'est ce que nous pouvons surnommer l'émergence, avec le trumpisme, d'une diplomatie du *deal* par usage décomplexé du rapport de force.

[76] Pichard, A. (2021). La «doctrine Trump» à l'international: l'Amérique contre le reste du monde?. *Politique américaine*, *37*(2), 61-86.

Lors de son premier mandat il n'a pas déclaré de nouvelles guerres mais il a utilisé la force pour faire valoir les intérêts des Etats-Unis d'Amérique. **Comme lorsqu'il a autorisé une frappe afin d'assassiner le général iranien Qassem Soleimani le 3 janvier 2020**. Lors de son second mandat, Trump est resté sur cette même stratégie, bien qu'il ait joué le pacificateur dans plusieurs conflits pour asseoir une omniprésence américaine dans les affaires mondiales.

Selon la Maison-Blanche, **le président Trump a mis fin aux guerres entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, le Cambodge et la Thaïlande, Israël et l'Iran, le Rwanda et la République démocratique du Congo, l'Inde et le Pakistan, l'Égypte et l'Éthiopie ainsi que la Serbie et le Kosovo**. Ce rôle de pacificateur de l'administration Trump, ne doit pas occulter la doctrine de « *peace through strenght* », étant l'utilisation de la force pour imposer les intérêts américains. Trump a mis fin à la guerre des « douze jours » entre l'Iran et Israël en bombardant les sites d'enrichissement d'uranium et de recherche nucléaire de Fordo, Natanz et Ispahan. Trump s'est également montré très agressif dans son étranger proche en laissant entendre qu'il voulait annexer le Canada et le Groenland. Mais aussi en faisant monter la pression militaire contre le régime socialiste de Nicolas Maduro au Venezuela et cela au point de mener l'opération *Absolute Resolve*.

Le **3 janvier 2026 des hélicoptères américains bombardent Caracas et la *Delta Force***, une équipe des forces spéciales capture le président vénézuélien Nicolas Maduro pour l'extrader vers les Etats-Unis où il est accusé de narcotrafic.



Source : Donal J. Trump on Truth Social

Avec l'attaque sur le Venezuela et l'arrestation du président Maduro, Trump acte et confirme la fin de l'ordre international post 1945 reposant sur le multilatéralisme et les organisations internationales tel que l'ONU. Cette attaque confirme la transition vers un ordre international dominé par les États puissances. En ce sens, **Trump n'est pas un président de la paix mais le président du rapport de force car il a compris que pour se faire respecter dans le monde l'Etat doit être puissant et user de sa force**. En ce sens Trump n'est pas non plus un isolationniste mais un défenseur actif des intérêts américains dans le monde de manière décomplexé.

Les analystes ont surnommé cette politique étrangère agressive en Amérique centrale et du sud, la « *Donroe doctrine* ». Ce terme illustre un retour assumé de la doctrine Monroe à l'ère trumpiste. Pour John Mearsheimer, ce retour de la doctrine Monroe, illustre l'objectif d'un État qui

est de dominer sa région et d'empêcher qu'un pays concurrent vienne le rivaliser. Le deuxième mandat de Donald Trump (depuis janvier 2025) est marqué par une politique expansionniste et interventionniste en Amérique latine, avec une répression à l'encontre de régimes perçus comme hostiles vis-à-vis de Washington (Venezuela, Cuba et la Colombie) couplé à un soutien affiché aux candidats et gouvernements de droite ou d'extrême droite (Argentine, Chili et El Salvador). **Trump a explicitement réinterprété la doctrine Monroe, affirmant que les États-Unis doivent dominer l'hémisphère occidental pour garantir leur accès aux ressources stratégiques et aux chaînes d'approvisionnement**. Son administration considère l'Amérique (y compris le Groenland) comme une zone d'influence vitale qu'elle doit contrôler.

Avec ce retour de la doctrine Monroe, **Trump ravive une autre doctrine étant la *Gunboat diplomacy,* en français la diplomatie de la canonnière**. Elle consiste à amasser une puissance navale aux larges des côtes d'un pays sur lequel un Etat cherche à faire pression. On pourrait également faire le rapprochement avec la diplomatie du *Big Stick,* qui vise à protéger les intérêts américains par l'usage de la force militaire.

Le grand rival des Etats-Unis est **incontestablement la Chine**. Les relations avec Pékin oscillent entre confrontation et dépendance économique. Pour maintenir leur puissance, les États-Unis adoptent, depuis 2016, la stratégie du *containment* à l'encontre de la Chine. Pékin est le rocher sur lequel l'Amérique de Trump se brise car elle lui tient tête et veut incarner un modèle concurrent à l'américain et c'est la raison pour laquelle il veut limiter son expansion.

Lors du premier mandat de Donald Trump a été acté une rupture avec la Chine. Depuis les années Clinton et surtout l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 la stratégie américaine était d'accompagner le développement économique de la Chine dans l'espoir que le pays adopte au fur et à mesure la démocratie libérale. Mais avec l'arrivée de Trump au pouvoir en 2016, une rupture est actée avec sa vision de la Chine non pas comme un partenaire

mais un concurrent commercial qui affaiblit la puissance américaine. L'administration Trump se met à imposer des droits de douanes massifs sur les produits chinois comme l'acier, l'aluminium ou l'électronique. Washington se met également ouvertement à dénoncer les pratiques commerciales déloyales menées par Pékin avec des vol de propriété intellectuelle ou des subventions étatiques afin de rendre plus compétitive son industrie. De plus, Trump a accentué le contrôle sur les investissements chinois dans les secteurs sensibles. En 2018 est voté la loi FIRRMA (*Foreign Investment Risk Review Modernization Act*) pour bloquer les rachats d'entreprises américaines par des groupes chinois. Puis avec l'arrivée de la Covid-19, les relations entre les deux pays se détériore davantage avec l'administration qui accuse la Chine d'avoir « caché » l'épidémie et en stigmatisant la Chine en utilisant le terme de « virus chinois ».

Lors de son deuxième mandat la relation sino-américaine est caractérisée par le souhait de contenir un expansionnisme chinois dans le monde et une confrontation systémique. La Chine et les Etats-Unis sont en compétitions dans presque tous les domaines et cette compétition s'étend sur tout le globe. Dans un monde interconnecté et mondialisé, l'Amérique a besoin de contrôler les routes maritimes et elle mène avec la Chine une compétition féroce dans ce domaine. En effet, les routes commerciales maritimes sont essentielles pour le commerce mondial, représentant une part significative des échanges de biens. Les océans et les mers constituent des voies de passage privilégiées pour le transport maritime, qui est le mode de transport dominant pour les marchandises. La mer Rouge, par exemple, est un passage stratégique reliant l'Europe à l'Asie via le canal de Suez. La présidence de Donald Trump a marqué une période où les routes commerciales sont devenues un enjeu géopolitique majeur. La sécurisation de passages stratégiques comme la mer Rouge et le canal de Panama est essentielle pour maintenir l'hégémonie économique américaine face à une concurrence croissante, notamment celle de la Chine.

Cette dynamique souligne que les enjeux économiques ne peuvent être dissociés des considérations géopolitiques. L'enjeu technologique est

également majeur, Washington pousse les entreprises américaines à réduire leur dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises avec notamment la relocalisation de la production de semi-conducteurs sur le sol américain. Lors de son second mandat, lors du *Liberation day* Donald Trump a annoncé mettre en œuvre des droits de douane records, allant jusqu'à 145 % sur les importations de produits chinois. Cependant, la Chine a fait jouer le rapport de force avec une réponse de la même ampleur. **Des droits de douane allant jusqu'à 125 % ont été instauré sur les importations américaines**. Une trêve fut ensuite conclue en octobre 2025 car les Chinois se sont mis à restreindre l'exportation de terres rares vers les Etats-Unis. Or, Washington a besoin des terres rares chinoises pour la fabrication de voitures électriques, de smartphones ou encore de drones.

Comme l'explique le *Foreign Affairs Magazine*, la logique trumpienne derrière la guerre commerciale avec la Chine est de rééquilibrer le rapport de force. La vision trumpiste d'un ordre mondial multipolaire est celui où les grandes puissances, la Chine, la Russie et les États-Unis, respecteraient leurs intérêts nationaux respectifs et chercheraient à éviter les conflits[77]. C'est une forme d'accord tacite entre les droits grandes puissances qui se partagent le monde avec leurs hémisphères respectifs.

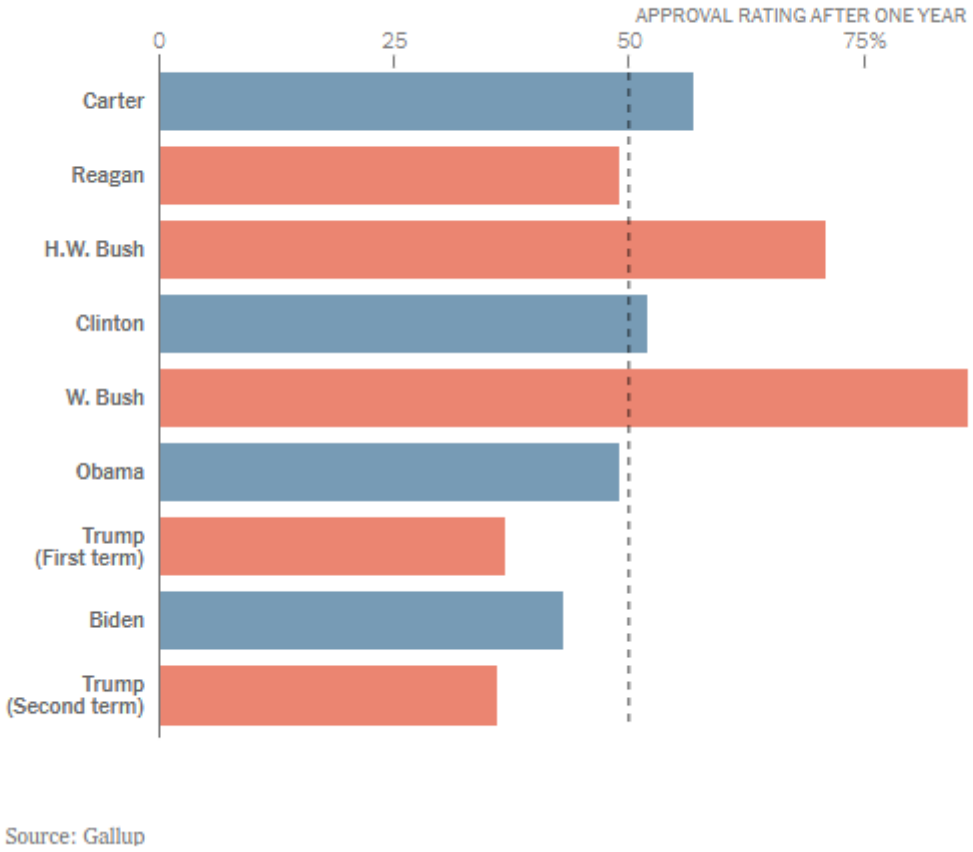
Les relations russo-américaines ont grandement évolué depuis l'entrée de Donald Trump en politique. Depuis la guerre froide l'URSS puis la Russie était le principal concurrent économique, militaire et surtout idéologique des Etats-Unis d'Amérique. Ainsi, la doctrine américaine était unanime dans l'objectif de devoir défaire la Russie. Or, **Trump ne perçoit pas la Russie comme le principal concurrent mais à ses yeux c'est bien la Chine**. De ce fait il cherche à renouer le dialogue avec Moscou selon la logique d'une « **doctrine Nixon renversée** ». En 1972, Nixon est le premier président américain à se rendre en Chine communiste. L'objectif étant de contrebalancer l'URSS en se rapprochant de la Chine. Nixon cherche à

[77] Xinbo, W. (2025). The Case for a Grand Bargain Between America and China : How Trump and Xi Can Reset Relations. *Foreign Affairs*.

affaiblir l'influence soviétique en Asie et à créer un équilibre des pouvoirs. Or, 50 ans plus tard, en se rapprochant de la Russie, Trump cherche à faire exactement l'inverse de ce qu'a fait Nixon, casser l'alliance sino-russe afin d'isoler la Chine.

Au Moyen-Orient Donald Trump a fait preuve d'un alignement avec Israël. Lors de son premier mandat il a officiellement reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël. Mais Trump s'est aussi rapproché avec les monarchies du Golfe, notamment avec les accords d'Abraham. Sous l'égide des États-Unis, plusieurs pays arabes (Émirats, Bahreïn, Soudan, Maroc) ont normalisé leurs relations avec Israël, marquant une transformation géopolitique majeure. Lors de son second mandat il a tenté de prolonger cette initiative de tentative de pacification de la région avec son plan de paix pour Gaza.

Si tout le monde s'accorde pour qualifier le bilan d'une décennie de trumpisme de disruptive tant sur le plan de la politique intérieure que de la politique extérieure, depuis son retour à la Maison-Blanche, Trump ne semble pas convaincre une majorité des Américains. Selon un sondage Gallup rapporté par le New York Times, **après une première année de son second mandat, Trump figure en bas du podium par rapport à ses prédécesseurs en termes d'approbation.**



Source : Gallup, reprise par le New York Times

LE TRUMPISME : COURANT POLITIQUE OU PARENTHESE ?

UNE REVOLUTION SUR LE FOND ET SUR LA FORME

Le trumpisme incarne une révolution par son approche disruptive de la politique. Ce courant incarne un véritable moment de rupture par rapport à la ligne idéologique du Parti républicain et des administrations précédentes.

La vision du monde de Donald Trump marque une rupture avec les principes qui ont dominé le Parti républicain pendant des décennies. Notamment le conservatisme reaganien qui mettait l'accent sur les responsabilités mondiales et définissait l'Amérique comme un ensemble d'idéaux. Au contraire, Trump poursuit des objectifs concrets : la domination américaine, la création d'emplois et la réindustrialisation[78]. Le journaliste CNN Harry Enten est même allé jusqu'à qualifier Donald Trump de « **président le plus influent de ce siècle** » par les grandes transformations en matière de droits de douane, d'immigration, etc. Cela rappelle en quoi Donald Trump se démarque. Il a imposé le taux moyen le plus élevé des droits de douane américains en vigueur sur un autre pays depuis les années 1930. Il se démarque aussi par le nombre de décrets signés, **221 lors de la première année de son deuxième mandat**, dépassant tous ses prédécesseurs depuis Franklin D. Roosevelt. Enfin, **Trump est l'un des deux présidents à avoir exercé deux mandats non consécutifs, l'autre étant Grover Cleveland**[79].

Pour certains analystes politiques, Donald Trump incarnerait une seconde révolution américaine tant sa politique est disruptive sur le fond : **l'administration fédérale est remodelée, des protections sociales sont supprimées, les droits des minorités sont réformés, etc.** Ce projet conservateur est perçu comme une tentative de « contre-révolution » par ses

[78] Baron Public Affairs. (2024). *Understanding Trumpism : Nationalism, Populism, and Industrialism*.
[79] King, R. CNN data guru Harry Enten dubs Trump « most influential president this century ». *New York Post* 2025

détracteurs, cherchant à inverser des décennies de réformes « progressistes ». Du côté des républicains MAGA, cette politique est perçue comme la contre-révolution d'un libéralisme devenu totalitaire et ayant imposé une « tyrannie des minorités » sur l'Amérique.

La stratégie de sécurité nationale (*The National Security Strategy*) publiée début décembre 2025 illustre cette révolution trumpiste. Le document de stratégie de sécurité nationale est une véritable théorisation du trumpisme appliqué aux relations internationales : la restauration de la « grandeur américaine », c'est-à-dire Make America Great Again et America First.

"*To ensure that America remains the world's strongest, richest, most powerful, and most successful country for decades to come, our country needs a coherent, focused strategy for how we interact with the world.*". "*First and foremost, we want the continued survival and safety of the United States as an independent, sovereign republic whose government secures the God-given natural rights of its citizens and prioritizes their well-being and interests.*".

"*President Trump's foreign policy is pragmatic without being "pragmatist," realistic without being "realist," principled without being "idealistic," muscular without being "hawkish," and restrained without being "dovish." It is not grounded in traditional, political ideology. It is motivated above all by what works for America—or, in two words, "America First*[80]*."*

Trump y prône une politique étrangère centrée sur les intérêts américains, au mépris des alliances traditionnelles. **La raison d'être des Etats-Unis n'est plus la promotion de ses valeurs démocratiques mais la recherche de profits pour retrouver sa grandeur**. Cette nouvelle stratégie se concentre sur les affaires tout en évitant de porter un jugement sur les régimes autoritaires. Il s'agit d'une doctrine où les intérêts américains sont beaucoup plus restreints que ceux des administrations précédentes[81].

[80] The White House. (2025). National Security Strategy of the United States of America.
[81] Troianovski, Trump's Security Strategy Focuses on Profit, Not Spreading Democracy. The NYT, 2025.

En ce sens, la politique américaine doit être guidée par les principes d'intérêts nationaux, de paix par la force, une prédisposition au non-interventionnisme, un réalisme flexible où la politique américaine est réaliste quant à ce qui est possible et souhaitable dans ses relations avec les autres nations. Et un respect de la primauté des Nations. C'est l'idée selon laquelle l'unité politique fondamentale du monde est l'État-nation. Ainsi, l'administration Trump respectera la souveraineté de chaque nation tant qu'aucune ne cherchera à menacer un équilibre des puissances. Aucune nation ne sera autorisée à devenir puissante au point qu'elle sera en mesure de menacer les intérêts américains dans le monde. L'administration Trump sera intransigeante sur le principe d'équité. **Des alliances militaires aux relations commerciales et au-delà, les États-Unis insisteront pour être traités équitablement par les autres pays.** Enfin, la compétence et le mérite seront des principes promus par les Etats-Unis, car leur prospérité et sécurité dépendent de la promotion de la compétence[82].

Le trumpisme incarne aussi une révolution sur la forme. Depuis 2016, il a révolutionné la communication politique en s'affranchissant des médias traditionnels, utilisant les réseaux sociaux pour s'adresser directement à son électorat, avec un style provocateur. Le trumpisme se démarque par son utilisation de la célébrité extrapolitique à des fins électoralistes : **Trump est une ancienne star de téléréalité et Pete Hegseth un ancien présentateur de Fox News à succès**. Ce caractère médiatique du trumpisme séduit les citoyens qui, autrement, se désintéresseraient de la politique. De ce fait, le trumpisme se démarque par une dimension anti-establishment qui a su séduire les masses, sur le modèle de Ronald Reagan lors de sa première campagne pour le poste de gouverneur de Californie en 1967 en insistant sur son profil de citoyen, d'ancien acteur de Hollywood et non de politicien[83].

[82] The White House. (2025). National Security Strategy of the United States of America.
[83] Tabachnick. D-E. (2016). The four characteristics of Trumpism. The Hill.

UNE REVOLUTION MONDIALE SYMBOLISEE PAR LA 2NDE REVOLUTION NATIONAL-CONSERVATRICE

Comme nous l'avons abordé précédemment, Donald Trump mène une véritable seconde révolution conservatrice aux États-Unis d'Amérique. La nature de cette révolution se distingue entre les deux mandats de Donald Trump : **« Trump I » (2016-2020) et « Trump II » (2024-2028).**

L'administration Trump I est marquée par son entrée en politique, l'élection présidentielle de 2016 est la première élection gagnée par Donald Trump. De ce fait, il doit composer avec un *establishment* républicain qui n'est pas toujours totalement aligné sur sa vision MAGA. Cette opposition interne est illustrée par son vice-président Mike Pence, qui est un républicain religieux conservateur de l'Indiana à l'allure austère.

L'élection présidentielle de 2020 et l'attaque sur le Capitole du 6 janvier 2021 briseront la relation entre Trump et Pence. Le premier refusant de reconnaitre sa défaite et adoptant une position ambiguë, oscillant entre soutien et rejet vis-à-vis des manifestants du Capitole. Le second reconnaitra la défaite républicaine à l'élection de 2020, condamnera fermement l'attitude des manifestants du Capitole et refusera de suivre les ordres de Donald Trump lui demandant d'user de son pouvoir de vice-président des États-Unis d'Amérique en rejetant simplement les votes du Collège électoral. En effet, il est du rôle du vice-président de superviser la session conjointe où sont comptés et certifiés les résultats du Collège électoral.

Un autre personnage clé illustrant une résistance interne au projet idéologique MAGA lors de l'administration Trump I est le secrétaire d'État **Mike Pompeo**, qui était un profil très idéologisé et aligné sur la pensée néoconservatrice : sioniste (il est l'architecte du déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem), très hostile vis-à-vis de Pékin et critique à l'égard de Vladimir Poutine. Cette position diverge de l'approche « America First » qui, certes, est conservatrice, mais dont le fil rouge est la *realpolitik*. C'est-à-dire de jouer sur le rapport de force pour qu'il s'aligne sur les intérêts des Etats-Unis d'Amérique. Ainsi, lors de l'administration

Trump I, les équipes qui entouraient le président américain avaient pour rôle de le domestiquer et de le contrôler. La stratégie qui en a résulté reflétait le désir de stabilité des institutionnalistes républicains pour qui la Constitution et les institutions américaines relèvent du quasi-sacré.

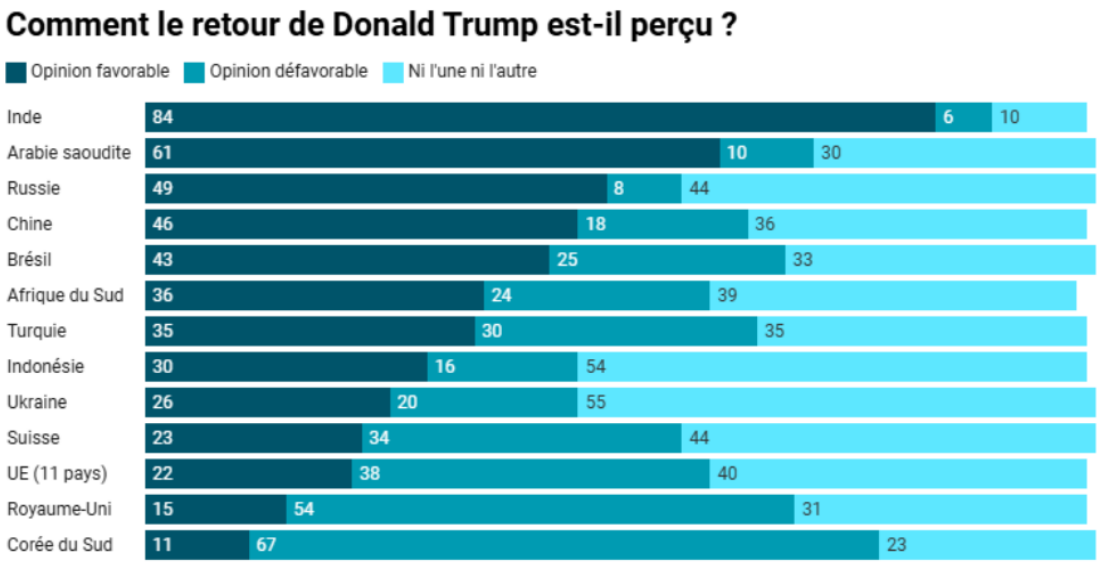
Or, avec l'administration Trump II, c'est le jour et la nuit. **Elle œuvre pour une révolution idéologique quitte à présidentialiser le régime en bafouant les institutions** (gouverner par décret, déployer la Garde nationale pour réprimer des manifestations ou autoriser une campagne de frappes aériennes au large du Venezuela sans l'aval du Congrès) et remodeler les alliances (rétablir le dialogue avec la Russie ou critiquer l'Union européenne) comme l'illustre cette citation du *National Security Strategy* document de 2025 : *"In everything we do, we are putting America First"*.

Selon le think tank the *Atlantic Council*, **la seconde administration Trump gouverne avec une équipe plus loyale et alignée sur la vision de Donald Trump**[84]. La nomination de JD Vance en tant que vice-président des Etats-Unis d'Amérique illustre cette évolution idéologique d'un conservatisme religieux à un national-populisme. Certes la dimension religieuse reste importante, JD Vance est un catholique nationaliste, mais le projet est avant tout de rupture, nationaliste et de droite révolutionnaire. Par ce terme, nous faisons référence à un projet de droite qui propose une nouvelle vision de la société et non pas seulement un projet de droite classique réactionnaire. En effet, Donald Trump n'est en rien réactionnaire, il est révolutionnaire et c'est la raison pour laquelle il a été élu. Son élection s'explique par un rejet du wokisme, un rejet de l'ordre mondial multilatéral et du dogme du libre-échange. Trump propose une rupture mondiale, un nouveau monde et un nouveau système. Il incarne la rupture avec l'ère de la mondialisation néolibérale et la transition vers une ère multipolaire où l'Amérique veut garder son statut de 1ère puissance mondiale. C'est justement car Trump incarne un courant de droite révolutionnaire que les dirigeants libéraux européens comme Emmanuel Macron en France ou Friedrich Merz en

[84] Jcookson. (2025, 9 décembre). *Dispatch from Doha : A tale of two Trumps (constrained vs. unleashed) - Atlantic Council*. Atlantic Council.

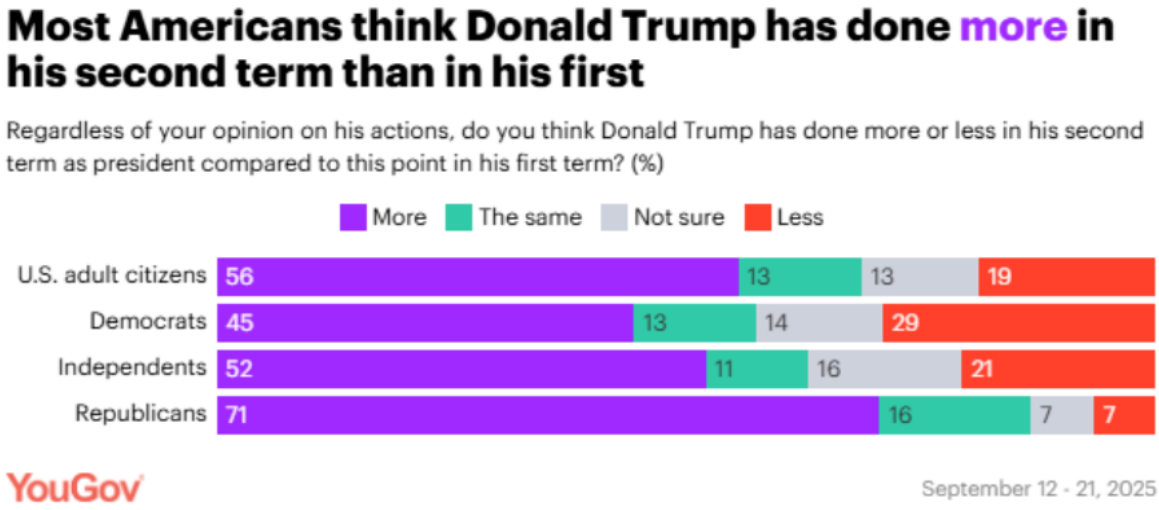
Allemagne ne le comprennent pas et caricaturent Trump en l'accusant d'être autoritaire et de mener une « internationale réactionnaire ». Dans la logique traditionnelle, seule la gauche est révolutionnaire et prône un projet de société alternatif, de l'ouvrier surhomme avec le « Stakhanovisme » à l'occidental déconstruit avec le « wokisme ».

C'est surtout l'Europe de l'Ouest qui n'arrive pas à comprendre et à intérioriser la réalité et l'ampleur de cette seconde révolution conservatrice. Selon un sondage du *Conseil européen pour les relations internationales,* publié **le 15 janvier 2025, 38% des Européens accueillent le retour de Trump avec un avis défavorable**. Cependant, plusieurs pays non européens ne semblent pas aussi nerveux à l'idée d'un retour de Donald Trump au pouvoir : **84% des Indiens accueillent cette nouvelle de manière favorable, 61% des Saoudiens et 49% des Russes**[85].



Un sondage YouGov illustre ce changement de société que Donald Trump impulse. Il est estimé que **56 % des Américains affirment que Trump a accompli davantage au cours de son deuxième mandat présidentiel qu'au cours de son premier mandat**[86].

[85] Chaaban, F. (2025a, janvier 17). Le retour au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis inquiète nombre d'Européens, d'après un sondage. *Touteleurope.eu*.
[86] Ballard, J. (2025, 9 octobre). *Comparing Donald Trump's first and second terms as president*. YouGov.



Toutefois, la question que la plupart des décideurs politiques mondiaux se posent est si cette seconde révolution de Donald Trump s'exporte ? Nous l'avons affirmé, Emmanuel Macron accuse l'administration Trump de mener une « internationale réactionnaire » et l'édition 2025 du rapport de *National Security Strategy* semble aller dans le sens des propos du président de la République. **Le document est particulièrement dur à l'égard de l'Europe, qu'elle estime subir un effacement civilisationnel.** L'administration Trump ne se cache pas non plus de vouloir soutenir les partis « patriotiques » partageant les mêmes idées à travers le continent. Face à ces mots, les responsables politiques européens hurlent à la vassalisation. Mais dans le *New York Times* Christopher Caldwell affirme qu'il faut mitiger les propos de ce rapport de *National Security Strategy*. L'administration Trump souhaite préserver une certaine Europe, celle qui est fidèle à son héritage chrétien et à sa civilisation gréco-romaine. De plus, le rapport réaffirme que l'Europe est « stratégiquement et culturellement vitale » pour les États-Unis d'Amérique. Christopher Caldwell précise que l'administration Trump critique l'Union européenne, une expérience qui vise à remplacer les États-nations par une nouvelle forme de gouvernance transnationale basée à Bruxelles, et non l'Europe en tant qu'espace géographique, culturel et historique[87]. En ce sens la vision trumpiste de l'UE est aligné sur celle de

[87] Caldwell, C. (2025). Trump Is Not Attacking Europe. He's Attacking Something Else. The New York Times.

Mathieu Bock-Côté qui affirme que « L'Union européenne est à la civilisation européenne ce que l'URSS était à la Russie : une contrefaçon idéologique ».

À ce jour, il reste difficile d'affirmer dans quelle mesure la seconde révolution conservatrice de Donald Trump parvient à s'exporter en dehors des frontières américaines, il faudrait quelques années de recul pour poser le bon diagnostic. Néanmoins, **à ce jour nous pouvons affirmer que des partis de droite nationale gagnent du terrain en Europe, Meloni en Italie, Farage en Grande-Bretagne, Le Pen en France ou Weidel en Allemagne.** Néanmoins, leurs succès relève-t-il du retour de Donald Trump au pouvoir ou de l'échec des partis européens de centre droit et de centre gauche ? C'est une question légitime et qui suppose un exercice d'autocritique qui pour certains semble encore difficile à faire…

2028 : L'AVENIR DU TRUMPISME SANS TRUMP

Nous ne pouvions pas terminer un bilan sur les 10 années de Donald Trump en politique sans aborder l'avenir du trumpisme en 2028. En effet, **le président américain ne pourra pas se représenter car la constitution limite depuis Franklin Delano Roosevelt la présidence à deux mandats.** Au-delà il n'est pas possible de se représenter. L'idée est de favoriser un *turn-over* à la présidence et d'éviter qu'une seule personne monopolise la fonction pendant de trop longues années.

La question de la relève trumpiste est primodriale car, comme nous l'avons analysé, le trumpisme n'incarne pas une parenthèse dans la politique américaine mais une véritable seconde révolution conservatrice. A ce jour, plusieurs noms circulent à droite au sujet de la personne qui pourrait incarner le dauphin de Donald Trump. Le vice-président J. D. Vance semble être le candidat naturel, proche de Peter Thiel, en 2028, défenseur d'une ligne *America First* et en 2028 Vance aura quatre ans d'expérience au sommet du pouvoir. Mais il ne faut pas négliger les potentiels concurrents comme le secrétaire d'Etat Marco Rubio qui a déjà eu des ambitions présidentielles par le passé, le gouverneur de Floride Ron DeSantis aussi et enfin des personnalités médiatisées du mouvement MAGA comme Marjorie Taylor Greene.

Au-delà de l'enjeu du casting présidentiel, la véritable question est celle de la pérennité du mouvement MAGA : **le trumpisme risque d'être victime de Trump, avec le départ du chef, le mouvement pourrait-il s'estomper ou se fracturer entre lignes politiques concurrentes ?**

Au sein de la droite américaine, deux visions d'America First se font concurrence. L'une des visions de l'identité américaine repose sur la lignée, le sang et le sol : ce sont les attributs hérités qui priment. C'est la vision de l'identité américaine sous le prisme d'un ethno-nationalisme. Est un Américain celui qui est blanc et dispose d'un héritage helléno-chrétien européen. C'est une personne dont les ancêtres sont semblables aux

Européens ayant fondé et construit les Etats-Unis d'Amérique. Politiquement, cette branche du mouvement America First rompt avec la ligne néoconservatrice des années Bush et du premier mandat de Donald Trump : America First jusqu'au bout des os, plutôt pro-Poutine, anti-UE, nationalistes voire ethno-nationalistes, hostile au sionisme et à la relation privilégiée entre les États-Unis et Israël, dénonçant un génocide à Gaza et globalement anti-interventionniste. Leur vision de l'Amérique est celle d'un hérisson qui devrait se renfermer sur lui-même en sortant les piques pour se protéger du reste du monde. Cette vision est portée par des personnalités comme **Nick Fuentes, Marjorie Taylor Greene, Tucker Carlson, Candace Owens ou Alex Jones**. Ces derniers ont d'ailleurs fortement critiqué Donald Trump pour son action au Venezuela, qu'ils perçoivent comme une trahison à la promesse America First de 2016.

L'autre ligne America First est moins isolationniste, on pourrait la qualifié d'America first néoconservatrice ou impérialiste. Leur vision de l'Amérique est certes nationaliste mais moins identitaire et surtout d'obédience néoconservatrice en politique étrangère. C'est une identité américaine fondée sur des idéaux s'inscrivant dans la vision de Ronald Reagan. Comme l'a dit Ronald Reagan, vous pouvez aller vivre en France, mais vous ne pouvez pas devenir Français ; en revanche, n'importe qui, où qu'il vienne dans le monde, peut venir vivre aux États-Unis et devenir Américain. Peu importe vos origines, si vous attendez votre tour et obtenez la citoyenneté, vous êtes tout aussi américain qu'un descendant du Mayflower, à condition d'adhérer au credo des fondateurs américains et à la culture qui en est issue. C'est ce qui rend possible **l'exceptionnalisme américain**. Or, cet exceptionnalisme américain les *America First* néoconservateurs tel que Marco Rubio ou Lindsey Graham veulent continuer d'imposer la vision de l'Amérique non pas dans le monde mais au sein de leur hémisphère en faisant tomber les régimes hostiles et en mettant la main sur les ressources naturelles ainsi que les territoires stratégiques comme le Groenland.

Or, au sein du mouvement *America First*/MAGA, ces deux lignes entre nationalistes et impérialistes (néoconservateurs) pourraient fissurer le

mouvement en deux. Car certains républicains se demandent comment les interventions militaires de Trump en Iran et au Venezuela s'accorde avec ses promesses passées d'éviter les implications étrangères qu'avait menée le Parti républicain sous l'ère Bush.

Par ailleurs, cet antagonisme est tel qu'un des plus fidèles soutiens à Donald Trump, Marjorie Taylor Greene, a démissionné de son poste de représentante du 14e district de Géorgie au Congrès des États-Unis d'Amérique à cause des désaccords avec le président américain. Greene a fortement critiqué Donald Trump sur l'escalade militaire avec le Venezuela, l'impact des droits de douane et des coûts des soins de santé sur le portefeuille des électeurs ; la publication des dossiers Epstein ; l'autorisation de l'immigration légale pour les travailleurs hautement qualifiés et le maintien du soutien militaire à Israël. Cette fracture idéologique est signe d'une future contestation au sein d'un Parti républicain où l'emprise de Trump sur le parti s'est affaiblie et risque d'avoir des répercussions à l'échelle nationale.

Outre ces divergences idéologiques au sein des républicains, c'est la violence de l'offensive idéologique de Donald Trump qui risque d'offrir un terreau fertile à un renouveau démocrate qui incarne la principale alternative idéologique au conservatisme. Un article du New York Times rapporte qu'une majorité des électeurs sont favorables à l'expulsion des personnes en situation irrégulière aux États-Unis, mais estiment que Trump est allé trop loin[88]. C'est ce que Ross Douthat décrit comme une forme impopulaire de post libéralisme. **Donald Trump incarne un pouvoir perçu comme trop césariste par une partie de la population en étant sans concession sur sa politique (droits de douanes, inflation, lutte contre l'immigration illégale, guerre culturelle etc.)**[89]. Ce potentiel de rejet d'un Donald Trump incarnant un pouvoir autoritaire en manque de résultat sur ce qu'il a promis pourrait être une fenêtre de tir pour que les démocrates

[88] Igielnik, R. and Ulloa, J. (2025). Voters Favor Deporting Those in U.S. Illegally, but Say Trump Has Gone Too Far. The New York Times.
[89] Douthat, R. (2025). An Ideological Revolution Needs 12 Years in Power. The New York Times.

regagnent en légitimité. Les victoires de Zohran Mamdani à New York, d'Abigail Spanberger en Virginie ou Mikie Sherill dans le New Jersey. Leur victoire s'explique par leur logiciel politique visant à lutter contre la vie chère et en s'opposant au bilan de Donald Trump. En ce sens, l'opposition démocrate est aujourd'hui fragilisée aux États-Unis, mais elle saura exploiter les faiblesses du Parti républicain pour renaître de ses cendres.

CONCLUSION

Le bilan des 10 années de Donald Trump depuis son entrée en politique en 2016 est multiforme. Le trumpisme est né d'une agglomération des révoltes. Celui d'un rejet de la mondialisation néolibérale ou du consensus de Washington qui a creusé les inégalités entre la ruralité et les métropoles intégrées à l'économie mondiale. Les Américains se sentent dépossédés de leur propre pays. D'abord économiquement depuis la crise de 2008 qui a mis en lumière les contradictions du système économique. Puis, face à l'immigration de pays du tiers monde qui petit à petit change le visage et l'identité des Etats-Unis qui a longtemps été un pays dominé par une communauté blanche, anglo-saxonne et protestante. **Le trumpisme a eu pour vocation de s'opposer à un "État profond" qui ne gouvernait pas en faveur des intérêts de la population américaine.**

La montée du trumpisme s'explique surtout par la désillusion des Américains face à l'échec de la politique menée par Obama et Biden, qui ont été incapables d'adapter le pays et de le faire entrer dans la nouvelle ère des relations internationales. C'est justement ce changement d'ère qui a été un créneau sur lequel Trump a fait bouger les lignes. Il a œuvré pour rendre sa grandeur aux Américains en adaptant la stratégie politique américaine à la réalité du monde multipolaire. Cela s'est concrétisé par le souhait de rendre sa grandeur à l'Amérique par le protectionnisme et la guerre commerciale. C'est user de la politique extérieure comme un levier pour améliorer les conditions de la politique intérieure.

Avec le recul de 10 ans de politique trumpiste, nous pouvons affirmer que Donald Trump entrera dans l'histoire comme un président transformateur, comme l'ont été en leur temps Franklin D. Roosevelt et Ronald Reagan.

Par **Sean Scull**, Expert des Etats-Unis au Millénaire.

Crédit photo : 2026 Donald Trump at the White House on 9 January, de The White House, via Wikimedia Commons, sous license Public Domain.

Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

http://lemillenaire.org

Mentions légales *: L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*